**Sujet 4 : Réorganisations de sociétés [Articles 51, 85.1, 86, 87, 88(1)] et l’acquisition de contrôle d’une société**

[1. Notions générales préalables 162](#_Toc40785407)

[2. Biens convertibles (Article 51) 163](#_Toc40785408)

[2.1 Cadre d’application 163](#_Toc40785409)

[2.2 Objectif de l’article 51 163](#_Toc40785410)

[2.3 Conditions d’application 164](#_Toc40785411)

[2.4 Les conséquences fiscales 165](#_Toc40785412)

[2.5 Modification du CV [51(3)] 166](#_Toc40785413)

[2.6 La transaction type de l’article 51 167](#_Toc40785414)

[2.7 Avantage conféré à une personne liée [51(2)] 170](#_Toc40785415)

[2.8 Commentaires sur l’utilisation de l’article 51 175](#_Toc40785416)

[3. Échange d’actions (Article 85.1) 176](#_Toc40785417)

[3.1 Cadre d’application 176](#_Toc40785418)

[3.2 Objectif de l’article 85.1 177](#_Toc40785419)

[3.3 Les conditions d’application 178](#_Toc40785420)

[3.4 La transaction type de l’article 85.1 180](#_Toc40785421)

[3.5 Conséquences fiscales pour le vendeur [85.1(1)a)] 181](#_Toc40785422)

[3.6 Conséquences fiscales pour la société acheteuse [85.1(1)b)] 181](#_Toc40785423)

[3.7 Réduction du capital versé des actions émises par la société acheteuse [85.1(2.1)] 182](#_Toc40785424)

[3.8 Le piège de l’article 85.1 187](#_Toc40785425)

[3.9 Commentaires sur l’utilisation de l’article 85.1 191](#_Toc40785426)

[4. Remaniement du capital (Article 86) 193](#_Toc40785427)

[4.1 Cadre d’application 193](#_Toc40785428)

[4.2 Objectif de l’article 86 193](#_Toc40785429)

[4.3 Les conditions d’application 194](#_Toc40785430)

[4.4 La transaction type de l’article 86 195](#_Toc40785431)

[4.5 Les conséquences fiscales 196](#_Toc40785432)

[4.6 Modification du CV [86(2.1)] 198](#_Toc40785433)

[4.7 Avantage conféré à une personne liée [86(2)] 208](#_Toc40785434)

[4.8 Possibilité de dividende réputé selon 84(3) lors du remaniement 212](#_Toc40785435)

[4.9 Commentaires sur l’utilisation de l’article 86 217](#_Toc40785436)

[5. Résumé des dispositions de roulement (85, 86, 51 et 85.1) 218](#_Toc40785437)

[6. Fusion (article 87) 220](#_Toc40785438)

[6.1 Notions de base 220](#_Toc40785439)

[6.2 Motifs pour procéder à une fusion 221](#_Toc40785440)

[6.3 Les conditions d’application 222](#_Toc40785441)

[6.4 Les types de fusion 223](#_Toc40785442)

[6.4.1 La fusion ordinaire [87(1)] 223](#_Toc40785443)

[6.4.2 La fusion simplifiée [87(1.1) et 87(1.2)] 223](#_Toc40785444)

[6.4.3 La fusion triangulaire (tripartite) [87(9)] 224](#_Toc40785445)

[6.5 Impacts pour les sociétés remplacées 225](#_Toc40785446)

[6.5.1 L’année d’imposition [87(2)a)] 225](#_Toc40785447)

[6.5.2 Les inventaires [87(2)b)] 225](#_Toc40785448)

[6.5.3 Les biens amortissables [87(2)d)] 226](#_Toc40785449)

[6.5.4 Les immobilisations non amortissables [87(2)e)] 226](#_Toc40785450)

[6.5.5 Les immobilisations admissibles [87(2)f)] 227](#_Toc40785451)

[6.5.6 Les réserves [87(2)g) à j), 87(2)m), 87(2)ll)] 227](#_Toc40785452)

[6.5.7 Pertes sur certains transferts de biens lors d'une fusion [87(2)g.3] 228](#_Toc40785453)

[6.5.8 Le compte de dividende en capital (CDC) [87(2)z.1)] 228](#_Toc40785454)

[6.5.9 L'impôt en main remboursable au titre de dividendes (IMRTD) [87(2)aa)] 228](#_Toc40785455)

[6.5.10 Les crédits d'impôt à l'investissement [87(2)qq)] 228](#_Toc40785456)

[6.5.11 Les acomptes provisionnels [Règl 5301(4)] 229](#_Toc40785457)

[6.5.12 Les dettes intersociétés [80.01(3)] 229](#_Toc40785458)

[6.5.13 Majoration du coût de certaines immobilisations [87(11)] 229](#_Toc40785459)

[6.5.14 Les pertes reportables [87(2.1)] 230](#_Toc40785460)

[6.5.15 Situation où il y a acquisition de contrôle [256(7)b)] 233](#_Toc40785461)

[6.6 Conséquences d’une fusion sur le capital versé 240](#_Toc40785462)

[6.6.1 Calcul de la réduction 240](#_Toc40785463)

[6.6.2 Choix du paragraphe 87(3.1) 243](#_Toc40785464)

[6.7 Conséquences fiscales pour les actionnaires et les créanciers 245](#_Toc40785465)

[6.8 Avantage conféré à une personne liée 248](#_Toc40785466)

[6.9 Commentaires sur l’utilisation de la fusion 249](#_Toc40785467)

[6.10 Texte qui se veut une étude sommaire des principes de droit corporatif et fiscal qui régissent la fusion 250](#_Toc40785468)

[7. Liquidation d’une filiale détenue à 90 % ou plus [Paragraphe 88(1)] 254](#_Toc40785469)

[7.1 Notions de base 254](#_Toc40785470)

[7.2 Objectif du paragraphe 88(1) 254](#_Toc40785471)

[7.3 Les conditions d’application 255](#_Toc40785472)

[7.4 Conséquences fiscales pour la filiale 256](#_Toc40785473)

[7.4.1 Disposition des biens distribués à la société mère [88(1)a)] 256](#_Toc40785474)

[7.4.2 Disposition des biens distribués aux actionnaires minoritaires [69(5)] 256](#_Toc40785475)

[7.4.3 Année d’imposition 257](#_Toc40785476)

[7.4.4 Déduction pour amortissement 257](#_Toc40785477)

[7.4.5 Dettes de la filiale envers la société mère 257](#_Toc40785478)

[7.4.6 Dettes de la filiale transférées à la société mère 257](#_Toc40785479)

[7.5 Conséquences fiscales pour la société mère 258](#_Toc40785480)

[7.5.1 Année d’imposition 258](#_Toc40785481)

[7.5.2 Disposition des actions de la filiale par la société mère [88(1)b)] 258](#_Toc40785482)

[7.5.3 Acquisition des biens de la filiale [88(1)c) et 88(1)f)] 261](#_Toc40785483)

[7.5.4 Possibilité de majoration (« Bump-up ») des actifs non amortissables [88(1)d) et 88(1)d.2)] 261](#_Toc40785484)

[7.5.5 Autres règles applicables à la liquidation d’une filiale à 90 % ou plus [88(1)e.2) à 88(1)e.8)] 269](#_Toc40785485)

[7.5.6 Les pertes reportables 88(1.1) et 88(1.2) 270](#_Toc40785486)

[7.5.7 Autres règles sur les pertes reportables 274](#_Toc40785487)

[7.6 Commentaires sur l’utilisation de la liquidation d’une filiale à 100 % 276](#_Toc40785488)

[8. Comparaison entre une fusion et une liquidation 278](#_Toc40785489)

[9. L’acquisition de contrôle d’une société 280](#_Toc40785490)

[9.1 Le contexte 280](#_Toc40785491)

[9.2 Les règles techniques 282](#_Toc40785492)

[9.2.1 La notion d’acquisition de contrôle 282](#_Toc40785493)

[9.2.1 Les conséquences fiscales d’une acquisition de contrôle 284](#_Toc40785494)

# 1. Notions générales préalables

* Objectif :
  + Ce sujet nous présente les dispositions de la Loi de l’impôt sur le revenu qui s’appliquent lors de réorganisations de société canadienne sauf les dispositions de roulement qui ont déjà été étudiées.
  + Les réorganisations de sociétés peuvent viser des buts très différents comme :
    - le regroupement de sociétés;
    - l’acquisition d’une société;
    - la liquidation d’une société;
    - le gel successoral;
    - l’ajout d’un ou de plusieurs nouveaux actionnaires
* Nous allons étudier dans ce sujet les diverses méthodes pour atteindre les objectifs mentionnés précédemment. Il est souvent possible d’atteindre notre objectif en utilisant un ou l’autre des méthodes mentionnées et **on peut aussi atteindre les mêmes objectifs en utilisant les dispositions de roulement étudiées à l’article 85.**

Dans ce sujet, nous utiliserons souvent les expressions **«***société canadienne***»** et **«***société canadienne imposable***»**. Voici un rappel de ces deux définitions importantes :

**Société canadienne,** 89(1) : à une date quelconque, désigne une société qui, à cette date, résidait au Canada et qui

**(i)** avait été constituée au Canada, ou

**(ii)** avait résidé au Canada pendant une période commençant le 18 juin 1971 et se terminant à cette date.

**Société canadienne imposable,** 89(1) : désigne une société qui, au moment où l'expression est pertinente,

(i) était une société canadienne, et

(ii) n'était pas, en vertu d'une disposition statutaire, exonérée d'impôt sous le régime de la présente Partie (soit la Partie I).

# 2. Biens convertibles (Article 51)

## 2.1 Cadre d’application

* Conversion d’action, billet, obligation d’une société canadienne en actions de cette société.

Les conditions confèrent le droit d’effectuer l’échange

(**Privilège de conversion)**

Monsieur X

Billet

Obligation

Actions

Actions

Privilège de conversion non nécessaire.

OPCO

## 2.2 Objectif de l’article 51

* Lors de l’échange d’un bien contre un bien, il y aura une disposition à la JVM et la réalisation d’un GC/PC.
* L’avantage de l’article 51 est de prévoir une **disposition de roulement automatique** qui fait en sorte **qu’il n’y a pas de disposition de biens** pour les parties impliquées dans l’échange lorsque cette dernière **constitue une conversion de biens** et que **certaines conditions** prévues dans la Loi **sont rencontrées**.

Alors que le **« cœur »** du roulement avec le paragraphe de 85(1) se situait dans l’opportunité que le contribuable avait de déterminer une SC correspondant au coût indiqué du bien transféré, la mécanique prévue à l’article 51 est beaucoup plus simple. En effet, en présumant qu’il n’y a tout simplement pas de dispositions il ne peut y avoir bien sûr de gain.

Alors que le « cœur » du roulement avec le paragraphe de 85(1) se situait dans l’opportunité que le contribuable avait de déterminer une SC correspondant au coût indiqué du bien transféré, la mécanique prévue à l’article 51 est beaucoup plus simple. En effet, en présumant qu’il n’y a tout simplement pas de dispositions il ne peut y avoir bien sûr de gain.

Alors que le « cœur » du roulement avec le paragraphe de 85(1) se situait dans l’opportunité que le contribuable avait de déterminer une SC correspondant au coût indiqué du bien transféré, la mécanique prévue à l’article 51 est beaucoup plus simple. En effet, en présumant qu’il n’y a tout simplement pas de dispositions il ne peut y avoir bien sûr de gain.

Alors que le « cœur » du roulement avec le paragraphe de 85(1) se situait dans l’opportunité que le contribuable avait de déterminer une SC correspondant au coût indiqué du bien transféré, la mécanique prévue à l’article 51 est beaucoup plus simple. En effet, en présumant qu’il n’y a tout simplement pas de dispositions il ne peut y avoir bien sûr de gain.

Alors que le « cœur » du roulement avec le paragraphe de 85(1) se situait dans l’opportunité que le contribuable avait de déterminer une SC correspondant au coût indiqué du bien transféré, la mécanique prévue à l’article 51 est beaucoup plus simple. En effet, en présumant qu’il n’y a tout simplement pas de dispositions il ne peut y avoir bien sûr de gain.

Alors que le « cœur » du roulement avec le paragraphe de 85(1) se situait dans l’opportunité que le contribuable avait de déterminer une SC correspondant au coût indiqué du bien transféré, la mécanique prévue à l’article 51 est beaucoup plus simple. En effet, en présumant qu’il n’y a tout simplement pas de dispositions il ne peut y avoir bien sûr de gain.

## 2.3 Conditions d’application

**CONDITIONS D’APPLICATION**

**Toutes ces conditions d'application doivent être réunies :**

• Le bien échangé est une immobilisation du contribuable. **Il ne doit pas s’agir d’un bien en inventaire.**

• Le bien échangé est une action, une obligation ou un billet d'une **société**.

• Le ou les biens reçus en échange sont des actions **(et exclusivement des actions)** du capital-actions de **la même société**. Ces actions peuvent être des actions d'une ou de plusieurs catégories. Une fraction d'action suffit pour satisfaire cette condition puisque la définition du mot «action» que l'on retrouve au paragraphe 248(1) mentionne qu'une fraction d'action est considérée comme une action aux fins de la LIR.

Pas de CAA

• Les conditions du titre **(sauf pour les actions)** conféraient au détenteur le droit d'effectuer l'échange ou la conversion.

* La conversion doit se faire **exclusivement avec des actions de la même société**.
  + Cependant, le Ministère pourra accepter, par une mesure administrative de souplesse, que lors de la conversion, une somme **minime** (200 $ ou moins) soit versée sans compromettre l’application du paragraphe 51(1).
  + Cette règle administrative s'applique lorsque la somme a pour objectif d'éviter l'émission de fractions d'actions. IT-115R2.

Exemple : 1 action = 100 $ (valeur de rachat)

Obligation convertible = 50 050 $

On devrait émettre 500,5 actions.

On émet donc 500 actions + 50 $ en argent

pour éviter une fraction d’action.

## 2.4 Les conséquences fiscales

* Si **TOUTES** ces conditions sont respectées, les règles suivantes s’appliquent [51(1)a) et 51(1)b)]
  + L’échange est **réputé ne pas être une disposition** de biens;
  + Le coût des actions reçues est réputé être égal au PBR du bien convertible immédiatement avant l’échange.

**[PBR N.A. = PBR bien convertible]**

* + - Si plusieurs catégories d’actions sont impliquées, répartition du PBR au prorata de leur JVM respective.

JVM, immédiatement après l'échange, des actions de la catégorie acquises lors de l'échange

**×**

PBR du bien convertible

JVM, immédiatement après l'échange, de toutes les actions acquises lors de l'échange

* + L’échange est réputé être un transfert de biens à la société pour l’application des règles d’attribution prévues aux articles 74.4 et 74.5.

Il est mentionné à **51(4)** que l'article 51 ne s'applique pas lorsque les dispositions des articles 85(1) (roulement) et 86 (réorganisation) s'appliquent.

**ORDRE D’APPLICATION :**

1. Article 85 (Transfert de biens)
2. Article 86 (Remaniement de capital)
3. Article 51 (Biens convertibles)
4. Transaction à la JVM

## 2.5 Modification du CV [51(3)]

* Théoriquement, un dividende réputé, selon le paragraphe 84(1), pourrait survenir lors d'une conversion à laquelle s'applique l'article 51, lorsque le capital versé des actions émises excède :
  + le capital versé des actions échangées, si les titres convertis sont des actions, **ou**
  + la diminution du passif résultant de la conversion, si les titres convertis sont des billets ou des obligations.
* **Cependant, 51(3)a) propose une réduction du capital versé des nouvelles actions lorsque leur capital versé est plus élevé que celui des actions échangées.**
  + Ceci aura pour effet d'éviter que les échanges d'actions entraînent un dividende réputé selon le paragraphe 84(1).

**Formule pour l'application de 51(3)a).**

**La réduction du capital versé d'une catégorie donnée d'actions est égale à :**

**(A-B) x C/A**

**où :** **A** = augmentation du CV de toutes les nouvelles actions émises lors de l’échange

**B** = le CV des actions échangées

**C** = augmentation du CV de la catégorie d'actions reçues en contrepartie

**AVEC 51(3) :**

CV anciennes actions = CV nouvelles actions

## 2.6 La transaction type de l’article 51

**Monsieur X**

950 000 $ JVM950 000 $ JVM

100 000 $ PBR **100 « P » 100 « A »** 100 000 $ PBR10 000 $ CV10 000 $ CV

OPCO

Il s’agit d’un roulement dit à « l’interne » puisque les 100 actions « A » d’OPCO sont convertis en 100 actions « P » **de cette même société OPCO**.

Cette opération se veut très simple puisque les attributs fiscaux de départ contenus dans les actions converties se retrouvent intégralement dans ceux de la fin contenue dans les nouvelles actions.

Il faut noter que cette opération ne nécessite aucun effort administratif puisqu’aucun formulaire ne doit être complété et qu’aucune transaction ne doit apparaître dans la déclaration fiscale de Monsieur X compte tenu qu’aux fins fiscales il n’y a pas de dispositions d’actions.

Le roulement en vertu de 51 est très souvent utilisé lorsque le contribuable actionnaire désire « geler » la valeur de ses actions. Il arrive à cette fin en convertissant des actions ordinaires « participantes » en actions privilégiées « non participantes ». Par ailleurs, le gel successoral sera vu en détail au sujet 7.

|  |
| --- |
| **EXERCICE 4-1 : Conversion d’actions normale** |

Monsieur Janel détient 600 actions de catégorie « B » de la société X ltée. Les actions ont les caractéristiques suivantes :

JVM 100 000 $

PBR 7 200

CV 5 000

Elles sont convertibles en actions de catégorie « A » dans un ratio de deux actions « B » pour une action « A ».

En janvier courant, Monsieur Janel choisit de convertir ses 600 actions de catégorie « B » en 300 actions de catégorie « A » de X ltée. Le capital versé légal des 300 actions de catégorie « A » est de 100 000 $.

**ON DEMANDE**

Présentez les conséquences fiscales de l’opération

M. Janel

300 « A »

JVM 100 000

PBR **???**

CV **???**

**CV légal = 100 000**

600 « B »

JVM 100 000

PBR 7 200

CV 5 000

X ltée

**SOLUTION DE L'EXERCICE 4-1**

**Conséquences fiscales pour Monsieur Janel :**

* Pas de disposition de biens en vertu de 51(1) pour ses 600 « B ».
* PBR des 300 A.O.

PBR des 600 « B » [600 × 12] 7 200 $

Nombre d’actions ordinaires reçues lors de la conversion 300

PBR des actions ordinaires [7 200 $ ÷ 300] 24

***Le PBR total demeure identique (7 200 $). C’est le PBR par action qui change puisque la conversion est de 2 pour 1.***

* Capital versé des 300 « A »

(A-B) × C/A

A = Augmentation du capital versé total 100 000

B = CV des actions échangées 5 000

C = Augmentation du CV des 300 « A » 100 000

CV légal 100 000

Réduction (100 000 – 5 000) × 100 000 / 100 000 (95 000)

CV fiscal des 300 « A » 5 000

**ORGANIGRAMME FINAL**

M. Janel

300 « A »

JVM 100 000

PBR 7 200

CV 5 000

600 « B »

JVM 100 000

PBR 7 200

CV 5 000

X ltée

## 2.7 Avantage conféré à une personne liée [51(2)]

* Les contribuables pourraient se servir de cette disposition de conversion pour transférer la plus-value d’une société à d’autres actionnaires, sans que l’auteur du transfert ne s’impose lors de la transaction.
  + Le paragraphe 51(2)d), e) et f) de la Loi prévoit des règles pour empêcher ce genre de **transfert à une personne liée à l'auteur du transfert**.

**LIR 51(2)a), b) et c)**

Lorsque la JVM du bien convertible est plus élevée que la JVM des actions reçues en échange **ET** que l'on peut raisonnablement considérer une partie de cet excédent comme un avantage que le contribuable a voulu accorder à **une personne liée**, les règles suivantes vont s'appliquer :

* **51(1) ne s'applique pas (il y a disposition de bien)** [51(2)d)] et la disposition du bien convertible se fait à un produit de disposition égal **au moindre de :**

PBR du bien convertible + avantage conféré

PD =

JVM du bien convertible immédiatement avant l’échange

***La perte en capital est réputée nulle, s’il y a lieu.***

* Le coût des actions reçues en échange [51(2)f)] sera réputé être **le moindre de :**

PBR du bien convertible échangé

PBR =

JVM des actions reçues + perte en capital refusée

Si plusieurs catégories actions ont été reçues, répartition au prorata de leur JVM

Ce genre de transactions est susceptible de se retrouver **presque exclusivement dans les sociétés familiales** car ils sous-entendent un avantage conféré à une personne liée.

Comme c’était le cas des avantages conférés à d’autres actionnaires dans le contexte d’application de l’article 85 le législateur souhaite dissuader les contribuables de tenter de telles opérations en leur infligeant l’effet d’une double imposition (85(1)e.2). On retrouve ici la même mécanique puisque le PD est augmenté de l’avantage sans qu’il en soit de même pour le PBR de la contrepartie que le contribuable reçoit. Encore une fois, c’est l’esprit de l’article 69 qui oblige les gens ayant un lien dépendance de transiger à la JVM sous peine de se voir « coller » une double imposition. Ces règles sont excessivement coûteuses pour le contribuable et doivent être connues par ce dernier.

|  |
| --- |
| **EXERCICE 4-2 : Situation avec un avantage conféré** |

Madame Lafortune est actionnaire unique de la société Lafortune inc. Elle détient les 30 actions "A" en circulation. Le PBR et le CV des actions "A" de madame Lafortune sont de 3 000 $. Ces actions sont votantes, pleinement participantes et de plus, elles sont convertibles en actions privilégiées "D" dans un ratio d’une pour une. Les actions "D" (non participantes) ont un CV de 100$ chacune et sont rachetables au gré du détenteur pour une valeur de rachat de 2 000 $ l'action. La juste valeur marchande de la société immédiatement avant la conversion est de 90 000$, selon un évaluateur agréé.

Le premier mars courant, Madame Lafortune exerce son droit de conversion et échange ses 30 actions "A" contre 30 actions "D". À la même date, ses deux filles achètent de nouvelles actions "A" de Lafortune inc.

Supposons que la société rachète les 30 actions "D" un an plus tard.

**ON DEMANDE :**

Présentez les conséquences fiscales des transactions.

**SOLUTION DE L'EXERCICE 4-2**

**Nous décelons dans cet exercice que Madame Lafortune vient d'avantager ses deux filles pour un montant de 30 000$ soit la JVM de la société moins la valeur de rachat de ses actions "D". (90 000 $ - 60 000 $)**

**Conséquences fiscales pour Madame Lafortune :**

**Article 51 (1) ne s’applique pas**

**Gain en capital:** [51(2)d)]

Calcul du produit de disposition : **le moindre de :**

**i)** le PBR du bien convertible PLUS la partie de l'excédent

considérée comme un avantage; (3 000 $ + 30 000 $) 33 000 $

**ii)** la JVM du bien convertible immédiatement avant l'échange. 90 000 $

Calcul du gain en capital :

Produit de disposition 33 000 $

Moins : PBR  3 000

Gain en capital 30 000 $

Gain en capital imposable (50 %) 15 000 $

**Coût des actions privilégiées de catégorie "D":** [51(2)f)]

**Le moindre** des montants suivants :

**i)** le PBR du bien convertible échangé; **3 000** $

**ii)** le total de la JVM des actions reçues et de la PC refusée. (60 000 $ + 0 $) 60 000 $

L'effet du paragraphe 51(2) est d'imposer immédiatement le montant correspondant à l'avantage conféré, soit 30 000 $ et de différer l'imposition du gain correspondant à la valeur convertie en actions.

**Conséquences fiscales du rachat des 30 actions "D" un an plus tard.**

**Calcul du dividende réputé 84(3)**

Montant reçu 60 000 $

Moins : Capital versé des actions "D" (100$ x 30)  3 000

Dividende réputé 57 000 $

**Calcul du gain en capital**

Produit de disposition (LIR 54)

Montant reçu 60 000 $

Moins : Dividende réputé selon 84(3) 57 000 3 000 $

Moins : PBR des actions "D" 3 000

Gain en capital     0 $

**Remarque :**

Si madame Lafortune avait disposé de ses actions à une tierce personne pour un produit de disposition de 90 000 $, soit la JVM, son gain en capital aurait été de 87 000 $ (90 000 $ - 3 000 $). La conversion lui donne le même gain total de 87 000 $, mais réparti entre un gain en capital de 30 000 $ lors de la conversion et un dividende reporté de 57 000 $ au moment du rachat. On constate qu’il y a tout de même une double imposition sur l’avantage de 30 000 $ puisque madame Lafortune s’impose sur gain de 87 000 $ alors qu’elle n’encaisse que 60 000 $ (plutôt que 90 000 $).

## 2.8 Commentaires sur l’utilisation de l’article 51

**UTILISATION DES BIENS CONVERTIBLES**

Les dispositions prévues à l'article 51 peuvent être utilisées lors d'un financement public afin d'attirer un certain type d'investisseurs. Ainsi, en proposant des actions à rendement sûr convertibles en actions ordinaires, une société peut attirer les investisseurs plus prudents qu'elle n'aurait pu attirer autrement.

L'article 51 peut également être utile lorsqu'on veut convertir la participation d'un actionnaire en actions d'une autre catégorie sans que les autres actionnaires soient impliqués. Par exemple, M. A et M. B détiennent chacun 100 actions ordinaires d'XYZ ltée. M. A désire se retirer d'XYZ ltée, mais il n'a pas immédiatement besoin des fonds correspondant à la JVM de ses actions ordinaires. Il est donc convenu que M. A convertira ses actions ordinaires d'XYZ ltée en actions privilégiées à dividende fixe, rachetables au gré de M. A pour une valeur égale à la valeur actuelle des actions ordinaires.

Les dispositions de l’article 51 peuvent également servir à réaliser un gel successoral. Notion qui sera étudiée au sujet 7 du volume.

# 3. Échange d’actions (Article 85.1)

## 3.1 Cadre d’application

* L'échange d'actions d'une société pour des actions d'une autre société canadienne est un des moyens qui est **utilisé pour faire une prise de contrôle** d'une société par une autre, sans avoir à débourser de grosses sommes d'argent.
* Dans ce genre de transaction, la société X, par exemple, qui désire acquérir le contrôle de la société Y va offrir aux actionnaires de Y de leur acheter les actions qu'ils détiennent dans Y en échangeant les actions de Y pour des actions de X.

Illustration de cette transaction

## 3.2 Objectif de l’article 85.1

* **En règle générale**, ce genre d'échange de biens implique une transaction de nature « capital » pour celui qui va échanger ses actions.
  + **Il serait réputé vendre ses actions à la juste valeur marchande des actions reçues, en conséquence un gain ou une perte en capital.**
  + Pour la société qui émet les actions, elle ferait une acquisition de biens pour un coût égal à cette juste valeur marchande des actions émises.
* **Les dispositions de l'article 85.1 permettent aux contribuables de se prévaloir d’un roulement automatique (sans production de formulaire). Cela permet au contribuable de différer l'imposition du gain en capital.**

## 3.3 Les conditions d’application

Dans cette section lorsque l'on parle de **"société cible",** on parle de la **société que l'on désire acheter.** Lorsque l'on parle de **"société acheteuse",** on parle de la **société qui est l'acheteur.**

**CONDITIONS D’APPLICATION**

**Toutes ces conditions d'application doivent être réunies :**

• Il doit y avoir une disposition, par un contribuable (vendeur), d'actions (actions échangées) d'une société (société cible) en échange **d'actions du trésor** de l'acquéreur (société acheteuse).

• L'acquéreur doit être une société canadienne.

• Les actions échangées doivent être des biens en immobilisation pour le vendeur et elles doivent être des actions d'une société canadienne imposable.

• Le vendeur et l'acquéreur **ne doivent pas avoir un lien de dépendance**, **immédiatement avant l'échange**.

• Après l'échange, le vendeur et les personnes avec lesquelles il a un lien de dépendance **ne doivent pas contrôler** l'acheteur ni avoir un droit de jouissance sur plus de 50 % de la JVM des actions en circulation de l'acquéreur.

• Un choix en vertu des paragraphes 85(1) ou (2) **ne doit pas avoir** été fait à l'égard des actions échangées.

• Le vendeur ne doit pas avoir déclaré de gain ou perte en capital en relation avec cette transaction pour l’année.

• **Aucune** contrepartie **autre que des actions** ne doit être payée.

* **Aucune** contrepartie **autre que des actions** ne doit être payée
  + L’ARC prévoit un assouplissement similaire à celui mentionné à l’égard des biens convertibles. **La valeur de la contrepartie ne peut pas excéder 200 $.**
  + Cette règle administrative s'applique lorsque la somme a pour objectif d'éviter l'émission de fractions d'actions.
* Lors d'une transaction de ce genre, il se peut que l'actionnaire ou les actionnaires qui disposent de leurs actions souhaitent recevoir une partie du produit de disposition en argent et une partie en actions de la société acheteuse.
  + Dans ce cas, 85.1(2)d) permet de structurer la transaction de façon à ce que le vendeur échange une partie de ses actions contre des actions de l'acquéreur et une autre partie en échange d'une contrepartie autre que des actions.

La transaction est **scindée** en deux opérations distinctes

* + **Le roulement s'applique alors uniquement aux actions échangées** contre des actions d'une même catégorie de l'acquéreur.
  + Si tel est le cas, le contrat de vente doit établir clairement la distinction entre les actions données en échange d'argent ou d'autres biens et celles échangées contre des actions de l'acquéreur. **Tout est dans la manière de structurer la transaction.**

## 3.4 La transaction type de l’article 85.1

Au moment de la transaction

**Vente des 100 « A » de**

**CIBLECO**

**SOCIÉTÉ**

**ACHETEUSE**

**Monsieur X**

1 M $ JVM

**100 « A »** 200 000 $ PBR

200 000 $ CV

**Contrepartie de 100 « B »**

**émises par la SOCIÉTÉ**

**ACHETEUSE en faveur de**

**Monsieur X**

**CIBLECO**

Après la transaction

**Autres actionnaires Monsieur X**

1 M $ JVM

**100 « B »** 200 000 $ PBR

200 000 $ CV

**SOCIÉTÉ**

**ACHETEUSE**

1 M $ JVM

**100 « A »** 200 000 $ PBR

200 000 $ CV

**CIBLECO**

La transaction type se veut donc un roulement à **« l’externe »**. C’est-à-dire que Monsieur X dispose de ses actions dans CIBLECO contre des actions **d’une autre société – SOCIÉTÉ ACHETEUSE.**  Ce qui constitue une opération fort différente de celle que nous venons d’étudier avec l’article 51. Ce dernier roulement s’effectuait plutôt à **« l’interne »**.

## 3.5 Conséquences fiscales pour le vendeur [85.1(1)a)]

**Lorsque toutes les conditions d'application sont remplies :**

• **(i)**  Le vendeur est réputé avoir disposé des actions échangées pour un produit de disposition (PD) égal au prix de base rajusté (PBR) des actions échangées (actions de la société cible) immédiatement avant l'échange, [85.1(1)a)(i)]

**[PD = PBR]**

**et**

• **(ii)** il est réputé avoir acquis les actions de l'acquéreur (société acheteuse) à un coût égal au prix de base rajusté (PBR) des actions échangées immédiatement avant l'échange. [85.1(1)a)(ii)]

**[PBR N.A. = PBR A.A.]**

* Le vendeur a toutefois **le choix de refuser le roulement** en incluant dans sa déclaration d'impôt pour l'année de l'échange, le gain ou la perte résultant de la disposition. [85.1(1)a)]
  + Dans ce genre d’achat, il peut y avoir plusieurs actionnaires de la société cible et selon le statut fiscal de chacun, il peut être plus ou moins intéressant de faire le roulement pour le vendeur.
  + Dans une transaction avec plusieurs vendeurs, rien n’empêche que certains se prévalent de 85.1 LIR et que d’autres se prévalent de 85(1) LIR 🡪 C’est 85.1(1)a) qui le permet.

## 3.6 Conséquences fiscales pour la société acheteuse [85.1(1)b)]

La société acheteuse est **réputée avoir acquis** chacune des actions de la société cible pour un **coût égal au moindre de :**

• La JVM de l'action acquise immédiatement avant l'échange.

• Le capital versé de l'action acquise immédiatement avant l'échange;

## 3.7 Réduction du capital versé des actions émises par la société acheteuse [85.1(2.1)]

L'alinéa 85.1(2.1)a) prévoit une réduction du CV des actions d'une catégorie donnée émises par la société acheteuse.

Cette réduction correspond au résultat de l'opération suivante :

**(A - B) X C/A** où

**• A =** l'augmentation du CV de toutes les actions du capital-actions de l'acquéreur à la suite de l'émission;

**• B =** le CV de toutes les actions de la société acquise reçues par l'acquéreur lors de l'échange;

**• C =** l'augmentation du CV de la catégorie donnée d'actions.

L'alinéa 85.1(2.1)a) a pour effet de réduire le CV des actions émises par la société acheteuse à un montant égal au CV des actions de la société acquise, ceci afin d'empêcher :

• Le vendeur d'augmenter le CV de ses actions lors de l'échange et de convertir ainsi un dividende réputé, au rachat des actions par exemple, en gain en capital admissible à la déduction pour gain en capital,

**et**

• la société acheteuse d'augmenter le coût fiscal des actions acquises en effectuant une série d'échanges d'actions.

Il n'y a aucun autre impact fiscal car, pour la société acheteuse, il s'agit d'un achat d'un placement**. De plus, l'émission d'actions du trésor par une société ne constitue pas une disposition de biens.**

**EXERCICE 4-3 : Échange d’action avec réduction du CV.**

La société Publique désire acquérir le contrôle de la société Cible ltée. Pour ce faire, Publique ltée fait une offre d’achat à tous les actionnaires de Cible ltée. Publique ltée offre d’acquérir chacune des actions de Cible ltée, en échange d’une action catégorie "B" de son capital-actions. Les actions "B" de Publique ltée ont un capital versé (CV) et une juste valeur marchande (JVM) de 25$ chacune. Publique ltée ne fera aucune émission d’actions avant la date de la fin de l’offre. Publique ltée ne fera pas de choix conjoint avec les actionnaires en vertu de l’article 85.

Monsieur Lefebvre, un de vos clients détient 20 000 actions de Cible ltée et il souhaite accepter l’offre de Publique ltée. Il vous consulte pour connaître les conséquences fiscales de cette offre qu’il souhaite accepter.

En vérifiant le dossier de votre client, vous retrouvez les informations suivantes relatives aux actions de Cible ltée. Les actions ordinaires de Monsieur Lefebvre ont été acquises en 1982 au coût de 10$ l’action et l’acquisition a été faite lors de la première émission d’actions. Le CV de chacune des actions est donc égal au prix payé car elles ont été achetées du trésor de la société.

**SOLUTION DE L'EXERCICE 4-3**

**conséquences fiscales pour Monsieur Lefebvre**

**Gain en capital**

PD = PBR des actions de Cible ltée 200 000 $

Moins : PBR des actions de Cible ltée 200 000 $

   0    $

**coût des nouvelles actions de Publique Ltée reçues en échange :**

Coût : = PBR des actions échangées de Cible ltée 200 000 $

**Remarque :** Si monsieur Lefebvre ne roule pas, comme il peut choisir en vertu de 85.1(1)a).

Comme il a été mentionné précédemment, Monsieur Lefebvre peut choisir de ne pas profiter du roulement et de réaliser un gain en capital de 300 000 $ soit :

Produit de disposition (20 000 X 25$) 500 000 $

Moins: PBR 200 000 $

Gain en capital 300 000 $

Dans ce cas, le coût des actions de Publique ltée sera de 500 000 $. La décision dépendra de la situation fiscale de Monsieur Lefebvre, à savoir :

• a-t-il droit à l’exonération à vie du gain en capital?

• les actions de Cible ltée se qualifient-elles à l’exemption de 883 384 $ pour les actions admissibles de petite entreprise?

• Monsieur Lefebvre a-t-il des pertes en capital reportables ou des pertes de l’année susceptibles d’absorber ce gain?

**conséquences fiscales pour Publique ltée**

(Monsieur Lefebvre accepte l’offre)

**Coût des actions de Cible ltée pour Publique ltée**

Le moindre de:

i) CV des actions de Cible ltée 200 000 $

ii) JVM des actions de Cible ltée 500 000 $

Le coût fiscal du placement sera de : 200 000 $

**CONSÉQUENCES FISCALES POUR PUBLIQUE LTÉE**

**(Monsieur Lefebvre accepte l’offre)**

**Calcul de la réduction fiscale du CV des actions de Publique ltée selon 85.1(2.1)a)**

On doit se poser la question suivante : Le CV de l'acheteur est-il > que le CV des actions achetées ? Si oui : On doit diminuer le CV de l'acheteur de l'excédent.

**Le calcul selon la méthode technique est le suivant :**

(A - B) X C/A où :

**• A =** l'augmentation du CV de toutes les actions du capital-actions de l'acquéreur à la suite de l'émission; **(500 000 $)**

**• B =** le CV de toutes les actions de la société acquise reçues par l'acquéreur lors de l'échange; **(200 000 $)**

**• C =** l'augmentation du CV de la catégorie donnée d'actions. **(500 000 $)**

(500 000 $ - 200 000 $) X 500 000 $/500 000 $ 300 000 $

**Détermination du capital versé fiscal des actions émises par Publique ltée :**

CV légal des actions "B" 500 000 $

Moins : réduction selon 85.1 (2.1)a) 300 000 $

CV fiscal des 20 000 actions "B" 200 000 $

CV fiscal unitaire 200 000 $/20 000   10 $

Puisque qu’une transaction à laquelle l’article 85.1 s’applique ne comporte pas de CAA,

on peut résumer ainsi le calcul du CV fiscal :

**Le CV fiscal des nouvelles actions = le CV fiscal des anciennes.**

Il ne faut, par contre, pas oublier le CV légal des nouvelles actions sera différent.

**NB :** il est très important de noter que le **CV légal et le CV fiscal sont différents**. Nous allons voir dans l’exercice 4-4 l’impact de cette différence lors d’un rachat par Publique ltée des actions "B".

**EXERCICE 4-4 : Rachat d’actions suite à un échange d’action.**

En utilisant l’exercice 4-3, supposons que deux ans plus tard, Publique ltée rachète 50% des actions "B" détenues par Monsieur Lefebvre à 30$. Pour cette solution, nous tenons pour acquis que lors de la transaction initiale, Monsieur Lefebvre a bénéficié du roulement.

**SOLUTION DE L'EXERCICE 4-4**

**Conséquences fiscales pour Monsieur Lefebvre:**

**Dividende réputé 84(3)**

Montant payé 10 000 x 30$ 300 000 $

Moins : CV fiscal des actions "B" 10 000 x 10$ 100 000 $

Dividende réputé 200 000 $

**Gain en capital:**

Produit de disposition :

Montant payé : 300 000 $

Moins : dividende réputé 54 200 000 100 000 $

Moins : PBR de 10 000 actions "B" (10 000 x 10$) 100 000 $

Gain en capital   0   $

**CONSÉQUENCES FISCALES POUR PUBLIQUE Ltée**

**Ajustement du CV fiscal des actions "B" restantes.**

**Le CV fiscal des actions restantes sera égal à :**

**CV fiscal des nouvelles actions 200 000 $**

**Moins : CV fiscal des nouvelles actions rachetées 100 000**

**CV fiscal des nouvelles actions restantes 100 000 $**

## 3.8 Le piège de l’article 85.1

**Selon la situation, il pourrait être plus avantageux pour la société acheteuse d’utiliser le roulement de l’article 85 au lieu de l’article 85.1. Ce sera le cas lorsque le PBR et la JVM pour le vendeur, des actions de la société cible, sont plus élevés que le CV des actions. Dans cette situation, l’article 85 permet à l’acheteur de bénéficier d’un coût plus élevé pour les actions acquises par le biais de la somme convenue sans qu’il y ait d’impact fiscal négatif pour le vendeur. Il peut aussi y avoir une moins grande réduction du CV sur les actions émises par l’acheteur.**

***Ce « piège » à éviter est illustré à la page suivante.***

**LE « PIÈGE » DE L’ARTICLE 85.1**

Au moment de la transaction

Vente des 100 « A » de

CIBLECO

**SOCIÉTÉ**

**ACHETEUSE**

**Monsieur X**

**Voici le piège**

**PBR > CV**

1 M $ JVM

**100 « A »** 200 000 $ PBR

10 000 $ CV

Contrepartie de 100 « B »

émise par la SOCIÉTÉ

ACHETEUSE en faveur de

Monsieur X

**CIBLECO**

Après la transaction

**Autres actionnaires Monsieur X**

1 M $ JVM

**Avec 85(1) CV = 200 000 $**

**100 « B »** 200 000 $ PBR

10 000 $ CV

**SOCIÉTÉ**

**ACHETEUSE**

**Avec 85(1) PBR = 200 000 $**

1 M $ JVM

**100 « A »** 10 000 $ PBR

10 000 $ CV

**CIBLECO**

**EXERCICE 4-5 : Article 85 au lieu de l’article 85.1.**

Tourenne inc., une société canadienne désire faire l’acquisition de Berer inc. Jean est le seul actionnaire de Berer inc. Tourenne offre à Jean de lui échanger ses actions de Berer inc contre 8 000 actions de catégorie M du trésor de la société. La JVM et le CV légal des actions M seront de 400 000 $.

Jean avait acheté ses 2 000 actions de Berer inc. il y a dix ans au coût de 90 000 $ d’une personne avec laquelle il n’avait pas de lien de dépendance. Le CV fiscal et légal des actions de Berer inc. est de 2 000 $.

Jean n’a aucun lien de dépendance avec Tourenne inc. ni avant ni après l’échange. Les actions qu’il reçoit de Tourenne inc. représentent 6 % de la JVM de la société.

**On demande :**

Quelles sont les répercussions fiscales pour Jean et Tourenne inc. selon que la transaction se fait selon 85.1 ou 85 de la LIR ?

**SOLUTION DE L'EXERCICE 4-5**

**Pour Jean :**

**Selon 85.1 :** disposition des actions au PBR donc pas de gain en capital.

**Selon 85 :** disposition des actions au PBR, la somme convenue sera établie à 90 000 $ donc pas de gain en capital.

**Coût des actions de Tourenne inc. pour Jean :** Dans les deux cas 90 000 $. Selon 85.1, il est réputé les acquérir au PBR des actions données en échange et selon 85, il les acquiert à un PBR égal à la somme convenue soit 90 000 $.

**Pour Tourenne inc. :**

**Coût des actions de Berer inc.**

**Selon 85.1 :**

Le moindre de :

i) JVM des actions de Berer inc. 400 000 $ ii) CV des actions de Berer inc. **2 000 $**

**Selon 85 :**

Égal à la somme convenue soit **90 000 $**

**Pour Tourenne inc. :**

**Capital versé fiscal des actions M de Tourenne inc.**

**Selon 85.1 :**

CV légal 400 000 $

Moins : Réduction selon 85.1(2.1)a)

(400 000 $ - 2 000 $) x 400 000 $/400 000 $ = 398 000

CV fiscal des 8 000 actions M 2 000 $

**Selon 85 :**

CV légal 400 000 $

Moins : Réduction selon 85(2.1)a)

(400 000 $ - 90 000 $) x 400 000 $/400 000 $ = 310 000

CV fiscal des 8 000 actions M 90 000 $

**Conclusion de cet exercice :**

Pour Jean, dans les deux cas le gain en capital est nul.

Pour Jean, l’utilisation du roulement de 85 lui permet d’avoir un CV fiscal plus élevé soit 90 000 $ au lieu de 2 000 $. En supposant un rachat éventuel des actions M, le dividende réputé selon 84(3) serait moins élevé avec 85.

Pour Tourenne inc., l’application de l’article 85 est plus avantageuse car cela lui donne un PBR des actions de 90 000 $ au lieu de 2 000 $ selon 85.1. En supposant une vente future des actions de Berer inc., le gain en capital serait de 88 000 $ inférieur.

* Avec l’application de 85.1 il existe un piège lorsque le PBR des actions échangées > CV. Ce piège peut être évité en utilisant 85(1).
* Avec 85.1 il est impossible d’inclure une CAA alors que 85(1) nous le permet.
* Avec 85.1 il faut scinder la transaction en deux pour déclencher un gain en capital sur des AAPE afin d’utiliser « l’exonération ». Avec 85(1) il suffit d’établir correctement la SC.

## 3.9 Commentaires sur l’utilisation de l’article 85.1

ICI DOIT APPARAÎTRE VOTRE PROPRE RÉFLEXION…UN INDICE…*Imaginez une offre d’achat des actions de TELUS par ROGERS…*

***Alors pourquoi 85.1 ?***

**commentaires sur l’utilisation de l’échange d’actions**

**85.1 est généralement utilisé lors d’une prise de contrôle par une société canadienne. Cette disposition simple de la Loi peut être utilisée aussi bien par une société privée que publique pour faire l’acquisition d’une société cible. Il faut, bien entendu, que le ou les actionnaires de la société acquise soient d’accord pour recevoir des actions de la société acheteuse en paiement.**

**Il est très important de se rappeler que l’échange d’actions 85.1 ne peut s’appliquer entre personnes ayant un lien de dépendance ou lorsque le vendeur seul ou avec des personnes liées contrôle l’acheteur après la transaction.**

# 4. Remaniement du capital (Article 86)

## 4.1 Cadre d’application

* Les règles du remaniement du capital sont importantes car elles sont souvent utilisées en planification fiscale. L’article 86 est fréquemment utilisé dans le cadre de réorganisation dont le but principal est d’effectuer le gel total ou partiel de la participation d’un actionnaire dirigeant en faveur d’un ou de plusieurs membres de sa famille ou d’un groupe d’employés-clés.
* Les modifications apportées à l’article 51, à l’effet de ne plus exiger que le privilège de conversion rattaché à une action soit prévu dans les statuts de la société, a fait en sorte de privilégier son utilisation plutôt que les règles de l’article 86 qui exigent une procédure plus fastidieuse.

## 4.2 Objectif de l’article 86

* Permettre un report de l’imposition que subirait un contribuable en échangeant, ***lors d’un remaniement de capital***, la totalité de ses actions d’une catégorie donnée pour une contrepartie comprenant d’autres actions du capital-actions de la société.
* Qu’est-ce qu’un « *remaniement de capital* »
  + Cette expression **n’est pas définie** dans la Loi de l’impôt sur le revenu ni en droit des sociétés par actions.
  + Il s’agit d’une modification, approuvée par les actionnaires, au capital-actions de la société.
    - Une modification des statuts[[1]](#footnote-1) est nécessaire si on souhaite modifier la description des catégories d’actions.
    - Aux fins fiscales, le dépôt de statuts modifiés pour créer une nouvelle catégorie d’actions à être émise en échange d’actions existantes ou pour convertir des actions existantes en une nouvelle catégorie d’actions constituera un remaniement de capital au sens de l’article 86.
    - En résumé, dès qu’il y a une modification aux statuts, nous serons en présence d’un « remaniement de capital » au sens de l’article 86.

## 4.3 Les conditions d’application

**conditions à respecter pour l’application du roulement de l’article 86**

**(toutes les conditions) :**

• le contribuable doit disposer de **toutes les actions** d’une catégorie qu’il possède;

• les actions doivent être un bien en immobilisation pour le contribuable;

• le contribuable **doit** recevoir, en contrepartie des anciennes actions, **des actions de la** **même société;**

• l’article 85 (roulement) ne doit pas s’appliquer à la transaction [86(3)].

**ORDRE D’APPLICATION :**

1. Article 85 (Transfert de biens)
2. Article 86 (Remaniement de capital)
3. Article 51 (Biens convertibles)
4. Transaction à la JVM

L’article 86 s’applique à tout contribuable, qu’il soit résident ou non du Canada. Son application est automatique, aucun choix ou formulaire ne doit être produit.

Il n’est pas essentiel que la contrepartie soit exclusivement des actions. Par contre, si cette dernière comprend des actions **et** une contrepartie autre que des actions, le roulement parfait de l’article 86 ne sera possible que si cette contrepartie autre que des actions **n’est pas supérieure** au CV des anciennes actions.

Dividende réputé si : CAA > CV anciennes actions

Gain en capital si : CAA > PBR anciennes actions

## 4.4 La transaction type de l’article 86

**Monsieur X**

850 000 $ JVM950 000 $ JVM

0 $ PBR **100 « P » 100 « A »** 100 000 $ PBR0 $ CV100 000 $ CV

OPCO

100 000 $ **Billet**

Il s’agit d’un roulement dit à « l’interne » puisque les 100 actions « A » d’OPCO sont convertis en 100 actions « P » et un billet à recevoir **de cette même société OPCO**.

Cette opération permet à l’actionnaire d’encaisser libre d’impôts à même un billet à recevoir l’équivalent de son assiette fiscale (Le CV des actions).

Il faut noter que cette opération ne nécessite aucun effort administratif puisqu’aucun formulaire ne doit être complété. Cette transaction doit apparaître dans la déclaration fiscale de Monsieur X compte tenu qu’aux fins fiscales il y a eu disposition de ses actions « A ».

Le roulement en vertu de 86 est très souvent utilisé lorsque le contribuable actionnaire désire « geler » la valeur de ses actions tout en désirant obtenir une CAA.

## 4.5 Les conséquences fiscales

* PBR de la CAA reçue : JVM

[86(1)a)]

* PBR des nouvelles actions reçues [86(1)b)]

PBR des anciennes actions XX

Moins : JVM CAA (XX)

PBR des nouvelles actions (résultat + ou 0) XX

Si plus d’une catégorie est reçue, cet excédent sera réparti au prorata de la JVM des actions de chaque catégorie.

* PD des anciennes actions [86(1)c)]

JVM CAA XX

PBR des nouvelles actions XX

PD des anciennes actions XX

|  |
| --- |
| **Le résultat de cette formule :**  GC si : CAA > PBR anciennes actions  Aucune perte en capital ne peut être réalisée puisque le produit de disposition ne peut être inférieur au PBR des anciennes actions |

* Comme nous le verrons à la **section 4.8**, le paragraphe 84(3) est applicable dans un contexte de remaniement de capital :
  + Conséquences fiscales de l’application de 84(3) et 84(5):

**Calcul du dividende réputé :**

Montant reçu [84(3) et 84(5)]

CAA XXX

Plus : CV fiscal des N.A. suite à la réduction

de 86(2.1) XXX

XXX

Moins : CV des A.A. (XXX)

Dividende réputé selon 84(3)a) XXX

**Calcul du gain en capital :**

Produit de disposition modifié après l’application de 84(3)

Produit de disposition selon 86(1)c) XXX

Moins : Dividende réputé selon 84(3) (XXX)

PD « modifié » XXX

Moins : PBR (XXX)

GC / PC XXX

Dividende réputé si : CAA > CV anciennes actions

Gain en capital si : CAA > PBR anciennes actions

## 4.6 Modification du CV [86(2.1)]

* Ramener le CV des actions reçues à un montant égal à l’excédent du CV des anciennes actions net de la CAA reçue.
  + Ceci aura pour effet d'éviter que le remaniement de capital entraîne un dividende réputé selon le paragraphe 84(1).

**RÉDUCTION DU CAPITAL VERSÉ 86(2.1)**

Le calcul de la réduction du CV des nouvelles actions émises se fait selon la formule suivante :

**(A-B) X C/A** : où

**A =**  L'augmentation du CV des nouvelles actions. (CV N.A.)

**B =**  L'excédent du capital versé des anciennes actions sur la JVM de la contrepartie autre que des actions. (CV A.A. – JVM CAA)

**C =**  Le capital versé d'une catégorie d'actions. (CV N.A.)

**EXERCICE 4-6 : Remaniement de capital standard.**

Monsieur Letendre a débuté en affaires à l’âge de 45 ans en constituant une petite société. À ce moment il avait investi 5 000 $ pour les 500 actions ordinaires en circulation de la société. Aujourd’hui la juste valeur marchande de la société est de 2 000 000 $.

Monsieur Letendre pense à se retirer des affaires. Depuis 5 ans, il constate que la croissance de la société est fortement reliée à la performance de trois de ses employés. Il souhaite intéresser ses employés à devenir actionnaires de la société. Malheureusement ceux-ci ne disposent pas de l’argent nécessaire pour se porter acquéreurs des actions de monsieur Letendre.

Monsieur Letendre a donc donné mandat à son comptable de lui trouver le moyen de permettre à ses employés de devenir actionnaires de la société au moindre coût possible. Pour atteindre cet objectif, le comptable a donc fait la proposition suivante :

• Remanier le capital en rappelant les actions ordinaires détenues par monsieur Letendre et en émettant des actions privilégiées "B", votantes, non participantes, à dividende fixe, rachetables au gré de la société ou du détenteur pour 2 000 000 $ et ayant un capital versé de 5 000 $. Chacune des 500 actions est rachetable à 4 000 $ et a un capital versé de 10 $.

• Émission de nouvelles actions ordinaires à monsieur Letendre et aux trois employés selon le ratio établi entre eux. Chacune des actions ordinaires aura un capital versé de 10 $.

Monsieur Letendre trouve l’idée acceptable mais désire savoir s’il y aura des conséquences fiscales immédiates pour lui ou pour la société à ce remaniement de capital.

Il désire aussi savoir s’il y aura des conséquences fiscales lors du rachat des actions "B". Il vous demande donc de lui indiquer les conséquences d'un rachat de 5 actions "B" deux ans plus tard.

**SOLUTION DE L'EXERCICE 4-6**

**CONSÉQUENCES FISCALES**

**Pour monsieur Letendre :** lors du remaniement, effet de l’application de l’article 86.

Coût des nouvelles actions privilégiées "B" 86(1)b)

PBR des anciennes actions ordinaires 5 000 $

Moins : JVM de toute contrepartie autre que des actions -     0

5 000 $

Le PBR de monsieur Letendre reste inchangé malgré le changement d'actions.

PD des anciennes actions ordinaires 86 (1) c)

Coût de toute contrepartie autre que des actions 0 $

Plus : coût des nouvelles actions + 5 000

5 000 $

Gains en capital à la disposition des anciennes actions ordinaires:

PD des anciennes actions ordinaires 5 000 $

Moins : PBR des anciennes actions ordinaires - 5 000

    0 $

Pas de gain en capital lors du remaniement de capital.

**Conséquences du rachat de 5 actions "B", 2 ans plus tard.**

Conséquences fiscales pour monsieur Letendre

Calcul des dividendes réputés

Prix payé 5 x 4 000 $ 20 000 $

Moins : capital versé 5 x 10 $ -    50

Dividende réputé 19 950 $

Dividende à inclure dans le revenu (19 950 x 1,15) 22 943 $

Calcul du gain en capital

Produit de disposition

Montant reçu 20 000

Moins : dividende réputé 54 - 19 950 50 $

Moins : prix de base rajusté 5 x 10 - 50

Gain en capital   0 $

**Remarque :** Pour monsieur Letendre, le rachat d'actions se traduit par un dividende. Puisque s'il avait voulu sortir les profits de la société, il aurait procédé par la déclaration de dividende.

**EXERCICE 4-7 : Retrait d’un actionnaire par remaniement de capital.**

Mesdames Larose et Dubé possèdent chacune 50% des actions ordinaires de la société Dular inc. La société a été constituée en vertu de la Loi sur les sociétés par actions du Québec.

Madame Larose a acheté ses 1 000 actions lors de la formation de la société et les a payées 50 000 $. Après quelques années difficiles, madame Juneau, qui avait aussi acheté ses 1 000 actions lors de la formation de la société, a vendu ses actions ordinaires à madame Dubé pour 10 000 $. Le contexte économique ayant changé depuis, la juste valeur marchande de la société est maintenant de 400 000 $.

Madame Dubé souhaite se retirer et madame Larose voudrait profiter de l’occasion pour participer à 100% dans les profits futurs de la société. Madame Dubé n’est pas pressée de toucher la totalité de sa valeur marchande soit 200 000 $, mais elle a besoin de 30 000 $ à court terme.

Le plan suivant est suggéré : il est convenu de procéder à un remaniement de capital. Les 1 000 actions ordinaires de madame Dubé seront échangées contre un billet à demande de 30 000 $ portant intérêt à 8 % et 1 000 actions privilégiées "C" rachetables à 170 000 $, soit 170 $ l'action. Les actions privilégiées "C" sont non participantes, donnent droit à un dividende préférentiel de 6% et sont rachetables au gré de la société et du détenteur par tranche minimale de 17 000 $ par an. Ce qui représente un rachat minimum de 100 actions "C" par année.

**ON DEMANDE :**

1) Présentez les conséquences fiscales du plan proposé.

2) Présentez les conséquences fiscales du rachat de 100 actions "C".

**SOLUTION DE L'EXERCICE 4-7**

1) Présentez les conséquences fiscales du plan proposé.

**Pour madame Dubé lors du remaniement**

Coût du billet à demande 86(1)a) 30 000 $

Coût des actions "C" pour madame Dubé 86(1)b)

PBR des actions ordinaires de madame Dubé 10 000 $

Moins : JVM de toute contrepartie autre que des actions - 30 000

     0 $

PD des actions ordinaires rappelées 86(1)c)

Coût de toute contrepartie autre que des actions 30 000 $

Plus : Coût des actions "C" pour madame Dubé +     0 $

30 000 $

Gain en capital lors de la disposition des anciennes actions

PD des anciennes actions 86(1)c) 30 000 $

Moins : PBR des anciennes actions - 10 000

Gain en capital 20 000 $

Gain en capital imposable (50 %) 10 000 $

Calcul de la réduction du CV des actions "C" : Méthode technique.

(A-B) X C/A : où

A = L'augmentation du CV des nouvelles actions. **(170 000 $)**

B = L'excédent du capital versé des anciennes actions sur la JVM de la contrepartie autre que des actions. **(50 000 $ - 30 000 $) = 20 000 $**

C = Le capital versé d'une catégorie d'actions. **(170 000 $)**

(170 000 $ - 20 000 $) x 170 000 $/170 000 $ = 150 000 $

Capital versé légal 170 000 $

Moins : Réduction du CV selon 86(2.1) 150 000

Capital versé fiscal  20 000 $

Sans l'application de 86(2.1), le rachat des actions "C" aurait pu se faire sans impact pour madame Dubé. Elle aurait donc converti un dividende potentiel ou du gain en capital potentiel en encaissement de capital versé non imposable.

Suite à l'application de 86(2.1), lors du rachat des actions "C", madame Dubé devra inclure dans son revenu un montant de 18 750 $, soit un dividende de 15 000 $ selon 84(3).

2) Présentez les conséquences fiscales du rachat de 100 actions "C".

**RACHAT DE 100 ACTIONS "C" L’ANNÉE SUIVANTE POUR 17 000 $.**

**CONSÉQUENCES FISCALES pour madame Dubé**

Madame Dubé possède 1 000 actions "C" ayant un CV de 20 $ chacune et rachetables à 170 $ chacune.

|  |
| --- |
| **La société rachète 100 actions "C"** |

Calcul du dividende réputé

Montant payé 100 X 170 $ 17 000 $

**Moins :** CV 100 x 20 $ - 2 000

Dividende réputé 15 000 $

Disposition des actions "C"

Produit de disposition

Montant reçu 17 000 $

**Moins :** dividende réputé - 15 000 2 000 $

**Moins :** PBR     0

Gain en capital 2 000 $

Gain en capital imposable (50 %) 1 000 $

**Note :** Le 2 000 $ de gain en capital représente la réalisation du gain relié à l’achat à 10 000 $ de madame Juneau. À ce moment, madame Dubé a payé 10 000 $ des actions qui avaient un capital versé de 50 000 $, d’où un gain potentiel de 40 000 $. Elle a réalisé 20 000 $ de ce 40 000 $ lors du remaniement en recevant un billet de 30 000 $ et l’autre 20 000 $ sera réalisé au fur et à mesure du rachat des actions "C".

**EXERCICE 4-8 : Suite de 4-7 avec rachat d’actions.**

À partir de l’exercice 4-7 précédent, supposons que madame Dubé a payé 250 000 $ au lieu de 10 000 $ pour les actions de madame Juneau. C'est-à-dire qu'au moment de l'achat, la société avait une JVM de 500 000 $. Il ne faut pas oublier que présentement la juste valeur marchande de la société est de 400 000 $.

**ON DEMANDE :**

Présentez les conséquences fiscales du plan proposé et du rachat total des actions "C" l'année suivante.

**SOLUTION DE L'EXERCICE 4-8**

**CONSÉQUENCES FISCALES**

**Pour madame Dubé lors du remaniement**

Coût du billet à demande 86(1)a) 30 000 $

Coût des actions privilégiées 86 (1) b)

PBR des anciennes actions ordinaires 250 000 $

**Moins :** JVM de toute contrepartie autre que des actions - 30 000

Coût des actions "C" 220 000 $

PD des anciennes actions ordinaires 86(1)c)

Coût de toute contrepartie autre que des actions 30 000 $

**Plus :** coût des actions privilégiées + 220 000

250 000 $

Gain en capital à la disposition des anciennes actions ordinaires :

PD des anciennes actions ordinaires 86(1)c) 250 000 $

Moins : PBR des anciennes actions ordinaires 250 000

    0 $

Il est à remarquer ici que la perte en capital de 50 000 $ (200 000 $(1) - 250 000 $) sur les anciennes actions n’est pas reconnue lors du remaniement de capital parce que le PD des anciennes actions ne peut être inférieur au PBR des anciennes actions. (1)Notez ici que le 200 000 $ représente 50% de 400 000 $.

**CONSÉQUENCES DU RACHAT COMPLET DES ACTIONS "C" L’ANNÉE SUIVANTE.**

Calcul du dividende réputé 84(3)

Montant payé 1 000 X 170 $ 170 000 $

**Moins :** capital versé des actions "C" - 20 000

Dividende réputé 150 000 $

Calcul de la perte en capital

Produit de disposition

Montant reçu 170 000 $

**Moins :** dividende réputé 54 - 150 000 20 000 $

Moins: PBR des actions "C" 220 000

Perte en capital 200 000 $

Perte en capital déductible **2** (50 %) 100 000 $

**2** La perte en capital est déductible car la notion de perte apparente ne s'applique pas. L'actionnaire ne contrôle pas la société qui a racheté les actions immédiatement après la transaction donc 40(3.6) ne s’applique pas.

Le 200 000 $ de perte en capital se justifie comme suit: le coût des actions était de 250 000 $. Le contribuable a réalisé 30 000 $ et 170 000 $ en argent, soit 200 000 $.

La perte semble être de 50 000 $ en argent. Mais comme le 170 000 $ est considéré comme un dividende pour 150 000 $ et est imposé comme tel, il n’est pas un remboursement de capital sauf pour 20 000 $ qui remboursait le CV. On a donc un coût de 250 000 $ et un remboursement de capital de 50 000 $ (30 000 $ + 20 000 $) d’où la perte en capital de 200 000 $.

## 4.7 Avantage conféré à une personne liée [86(2)]

* Le Ministère accepte et favorise, par son article 86, le remaniement de capital pour permettre au contribuable de réorganiser ses affaires.
  + **Il voit, par contre, d’un très mauvais œil** que le contribuable se serve des dispositions de l’article 86 pour avantager une autre personne généralement liée.
  + C’est pour cela que nous retrouvons les dispositions du paragraphe 86(2).

**conditions d’application de 86(2) :**

• il y a échange d’actions et 86(1) s’applique

• la JVM des anciennes actions immédiatement avant l’échange **était plus élevée** que la JVM de la contrepartie autre que des actions plus la JVM, immédiatement après l’échange, des actions reçues.

**et**

• il est raisonnable de considérer l’excédent calculé comme **un avantage** que le contribuable désire voir attribuer à une **personne** avec laquelle il est **lié**.

**CONSÉQUENCES FISCALES DE 86(2)**

* le PD des anciennes actions est réputé être égal **au moindre de** : [86(2)c)]

JVM CAA + avantage conféré

*[Avantage conféré = JVM A.A. – (JVM CAA + JVM N.A.)]*

PD =

JVM des anciennes actions

***La perte en capital est réputée nulle, s’il y a lieu.***

* le PBR des nouvelles actions reçues en échange sera égal à : [86(2)e)]

PBR = PBR A.A. – [JVM CAA + avantage conféré]

*[Avantage conféré = JVM A.A. – (JVM CAA + JVM N.A.)]*

**Le résultat de l’application de 86(2) peut entraîner un gain en capital immédiat et (ou) une diminution du PBR des nouvelles actions reçues.**

**EXERCICE 4-9 : Remaniement de capital avec avantage conféré.**

Monsieur Sanschagrin a constitué sa propre société en 1982. À cette époque, il avait investi 2 000 $ pour acquérir les 2 000 actions ordinaires de la société. Il n’y a jamais eu d’autres émissions d’actions de cette société. Il est présentement âgé de 60 ans et désire se retirer. Il a une fille qui travaille à ses côtés et depuis 4 ans c’est elle qui administre et voit au bon fonctionnement de la société. La valeur marchande de la société est de 400 000 $, soit le montant des bénéfices non répartis.

Monsieur Sanschagrin désire se retirer et pense à tenir compte de l’implication de sa fille dans la société. Il choisit donc de procéder à un remaniement de capital dans le but d’introduire sa fille à titre d’actionnaire ordinaire de la société.

Il échange donc ses 2 000 actions ordinaires de la société contre 2 000 actions privilégiées "D" ayant un capital versé total de 2 000 $ et une valeur de rachat de 300 000 $. Sa fille acquiert, par la suite, 100 actions ordinaires pour la somme de 100 $.

**ON DEMANDE :**

1) Présentez les conséquences fiscales de la transaction.

2) Présentez les conséquences fiscales du rachat de 1 000 actions "D" deux ans plus tard.

**SOLUTION DE L'EXERCICE 4-9**

N.B. Nous voyons donc, dans cet exemple, que Monsieur Sanschagrin laisse à sa fille un droit de retirer un jour une plus-value de 100 000$. C’est ce genre de don ou avantage que le Ministère n’accepte pas.

**1) Présentez les conséquences fiscales de la transaction.**

**conséquences fiscales pour Monsieur Sanschagrin, application de 86(2).**

Détermination du PD des anciennes actions

PD = le moindre de :

i) montant de l’avantage + JVM de

la contrepartie autre que des actions

(400 000 $ - 300 000 $) + 0 = 100 000 $

ii) JVM des anciennes actions 400 000 $

Gain en capital à la disposition des anciennes actions

**Produit de disposition** 100 000 $

Moins : PBR des anciennes actions  2 000

Gain en capital 98 000 $

Gain en capital (50 %) 49 000 $

**Coût des actions privilégiées "D"**

PBR des anciennes actions ordinaires 2 000 $

Moins le total de :

JVM de toute contrepartie autre que des actions 0 $

Plus: montant de l’avantage 100 000 - 100 000

Coût des actions privilégiées "D"     0 $

**2) Présentez les conséquences fiscales du rachat de 1 000 actions "D" deux ans plus tard.**

**Calcul du dividende réputé 84(3)**

Montant reçu 150 000 $

Moins : capital versé   1 000

Dividende réputé 149 000 $

**Calcul du gain en capital ou de la perte en capital**

Produit de disposition

Montant reçu 150 000 $

Moins : dividende réputé 54 149 000 1 000 $

Moins: PBR des actions     0

Gain en capital 1 000 $

Gain en capital imposable (50 %)  500 $

## 4.8 Possibilité de dividende réputé selon 84(3) lors du remaniement

ATTENTION…ATTENTION…PIÈGE À ÉVITER.

Cela pourrait survenir lorsque le total de la JVM de la contrepartie autre que des actions reçues en échange et du CV des nouvelles actions excéderaient le CV des anciennes actions.

[JVM CAA + CVF N.A. > CV A.A.]

(CVF = Capital versé fiscal)

Dividende réputé si : CAA > CV anciennes actions

Gain en capital si : CAA > PBR anciennes actions

Ce résultat est cohérent avec les deux grandes conclusions fiscales portant sur la « base fiscale » d’un contribuable qui est actionnaire d’une société.

1. Lors d’une opération à « l’interne » **comme c’est le cas dans le contexte de l’article 86**, l’actionnaire peut retirer libre d’impôt via une CAA un montant correspondant au CV de ses actions. **Tout excédent déclenchera un dividende réputé**.
2. Lors d’une transaction à «l’externe » (vente des actions de OPCO à une société de gestion), **ce qui n’est pas le contexte de l’article 86**, il est possible de retirer libre d’impôts via une CAA l’équivalent du PBR à distance.

* Le paragraphe 84(3) s’applique au moment où une société a **racheté**, **acquis** ou **annulé** des actions de son propre capital-actions.
  + Dans un contexte de remaniement de capital, les conditions d’application du paragraphe 84(3) sont donc rencontrées.
  + Lorsque la contrepartie émise par la société comprend des actions (comme c’est le cas dans un remaniement de capital), les règles de 84(5) sont aussi applicables.
  + Conséquences fiscales de l’application de 84(3) et 84(5):

**Calcul du dividende réputé :**

Montant reçu [84(3) et 84(5)]

CAA XXX

Plus : CV fiscal des N.A. suite à la réduction

de 86(2.1) XXX

XXX

Moins : CV des A.A. (XXX)

Dividende réputé selon 84(3)a) XXX

**Calcul du gain en capital :**

Produit de disposition modifié après l’application de 84(3)

Produit de disposition selon 86(1)c) XXX

Moins : Dividende réputé selon 84(3) (XXX)

PD « modifié » XXX

Moins : PBR (XXX)

GC / PC XXX

**EXERCICE 4-10 : Exemple de dividende réputé.**

Monsieur Sanschagrin a constitué sa propre société en 1982. À cette époque, il avait investi 2 000 $ pour acquérir les 2 000 actions ordinaires de la société. Il n’y a jamais eu d’autres émissions d’actions de cette société. Il est présentement âgé de 60 ans et désire se retirer. Il a une fille qui travaille à ses côtés et depuis 4 ans c’est elle qui administre et voit au bon fonctionnement de la société. La valeur marchande de la société est de 400 000 $, soit le montant des bénéfices non répartis.

Monsieur Sanschagrin désire se retirer et pense à tenir compte de l’implication de sa fille dans la société. Il choisit donc de procéder à un remaniement de capital dans le but d’introduire sa fille à titre d’actionnaire ordinaire de la société. Il échange donc ses 2 000 actions ordinaires de la société contre un billet de 100 000 $ et 2 000 actions privilégiées "D" ayant une valeur de rachat de 300 000 $. Sa fille acquiert, par la suite, 100 actions ordinaires pour la somme de 100 $.

**ON DEMANDE :**

1) Présentez les conséquences fiscales de la transaction.

2) Présentez les conséquences fiscales du rachat de 1 000 actions "D" deux ans plus tard.

**SOLUTION DE L'EXERCICE 4-10**

**N.B.** Nous remarquons ici qu’il n’y a pas d’avantage conféré car Monsieur Sanschagrin reçoit une JVM de 400 000 $

**conséquences fiscales pour Monsieur Sanschagrin**

Effet de l’application de l’article 86.

Coût du billet 86(1)a) 100 000 $

Coût des nouvelles actions privilégiées "D"  86(1)b)

PBR des anciennes actions 2 000 $

Moins : JVM du billet 100 000

    0 $

PD des anciennes actions 86(1)c)

Coût du billet 100 000 $

Plus : coût des actions privilégiées "D"      0 100 000 $

Calcul de la réduction du CV des actions "C" : Méthode technique. 86(2.1)

**(A-B) X C/A** : où

A =  L'augmentation du CV des nouvelles actions. (300 000 $)

**B =**  L'excédent du capital versé des anciennes actions sur la JVM de la contrepartie autre que des actions. (2 000 $ - 100 000 $) = 0 $

**C =**  Le capital versé d'une catégorie d'actions. (300 000 $)

CV légal 300 000

Réduction selon 86(2.1)

(300 000 $ - 0 $) x 300 000 $/300 000 $ = 300 000 $ -300 000

CV fiscal des actions « D » 0

LE CV FISCAL DES ACTIONS « D » EST DONC DE 0 $.

Calcul du dividende réputé 84(3) avec effet de 84(5)b

Montant reçu

Billet 100 000 $

Plus : CV FISCAL des actions « D » après application de 86(2.1)        0 100 000 $

Moins: CV des actions ordinaires   2 000

Dividende réputé selon 84(3)a) 98 000 $

Calcul du gain en capital imposable à la disposition des actions ordinaires :

Produit de disposition modifié après l'application de 84(3)

Montant reçu selon 86(1)c) 100 000 $

Moins : dividende réputé 54 98 000 2 000 $

Moins : PBR des actions ordinaires 2 000

Perte en capital **0** $

**2) Présentez les conséquences fiscales du rachat de 1 000 actions "D" deux ans plus tard.**

Calcul du dividende réputé 84(3)

Montant reçu 150 000 $

Moins : capital versé **0**

Dividende réputé 150 000 $

Calcul du gain en capital ou de la perte en capital

Produit de disposition

Montant reçu 150 000 $

Moins : dividende réputé 54 150 000 0 $

Moins: PBR des actions     0

Gain en capital     0 $

* Cet exercice permet de constater qu’il est impossible de structurer une transaction de manière à créer un gain en capital admissible à l’exonération à vie du gain en capital lors d’un remaniement de capital selon l’article 86.
* L’interrelation entre 84(5)b), 84(3), les articles 54 et 86 entraînent un dividende réputé et de ce fait une réduction du produit de disposition. Cela empêche le dépouillement de surplus.

## 4.9 Commentaires sur l’utilisation de l’article 86

**UTILISATION DU REMANIEMENT DE CAPITAL**

Le remaniement de capital est utilisé à des fins d'acquisition d'entreprise lorsque les acquéreurs sont des employés qui ne disposent pas des sommes nécessaires pour acheter directement les actions des premiers propriétaires. Il y a, à ce niveau, un désavantage pour les anciens propriétaires qui consiste à réaliser un dividende lors **du rachat des nouvelles actions par la société**, au lieu d'avoir réalisé un gain en capital admissible à l'exonération lors d'une vente.

Le remaniement est aussi utilisé dans le cadre d'un gel successoral (sera vu au sujet **7)**. Il s'agit d'un contribuable qui désire transférer la plus-value future de sa société à ses enfants. Il peut, par un remaniement de capital, geler sa valeur et faire en sorte que la plus-value future s'accumule au bénéfice de ses enfants.

# 5. Résumé des dispositions de roulement (85, 86, 51 et 85.1)



|  |  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- | --- |
|  | **85(1)** | **51** | **85.1** | **86** |
| Roulement automatique? | NON | OUI | OUI | OUI |
| Possibilité d’avoir une CAA | OUI | NON | NON | OUI |
|  | Sauf si < 200 $ | Sauf si < 200 $ |  |
| Doit échanger la « totalité » des actions? | N/A | NON | N/A | OUI |
|  | Ça peut être une partie des actions |  |  |
| Tous les vendeurs doivent prendre 85.1? | N/A | N/A | NON | N/A |
| Permet la conversion de titre de dette en actions? | N/A | OUI | N/A | NON |
| Contexte de remaniement de capital | NON | NON | NON | OUI |
| Permet de cristalliser? | OUI | NON | NON | NON |

# 6. Fusion (article 87)

## 6.1 Notions de base

Définition :

* Sous un angle juridique, le mot « fusion » désigne une opération visant la réunion de deux ou plusieurs sociétés en une seule et nouvelle société dont l’existence est le résultat de cette combinaison.
* La Loi prévoit deux catégories de fusion :
  + Les fusions simplifiées
    - Verticale : Fusion d’une société-mère avec une filiale
    - Horizontale : Fusion de deux ou plusieurs filiales d’une même société mère.
  + La fusion ordinaire

Aspects légaux :

* La règle de base est qu’une fusion est possible que **si toutes les sociétés que l’on désire fusionner sont régies par la même loi**.
  + Une société incorporée en vertu de la loi fédérale ne peut être fusionnée avec une société constituée en vertu d’une loi provinciale.
  + Il peut être possible de contourner cette restriction en « continuant » une société constituée sous une juridiction en une société d’une autre juridiction et par la suite, procéder à la fusion.
  + La loi de l’impôt sur le revenu ne traite pas de la continuation des sociétés. Cependant, L’ARC est d’opinion qu’il n’y a aucune incidence fiscale lors de la continuation d’une société.

Utilisez le lien suivant pour avoir davantage de détails sur les différentes étapes à réaliser pour fusionner des sociétés en vertu de la *Loi canadienne sur les sociétés par actions* (LCSA) :

<http://www.ic.gc.ca/eic/site/cd-dgc.nsf/fra/cs02719.html>

## 6.2 Motifs pour procéder à une fusion

Motifs de nature légale

et/ou commerciale Motifs de nature fiscale

|  |  |
| --- | --- |
| La détention commune par un ou plusieurs actionnaires.  Le coût de préparation d’états financiers distincts pour chaque société.  Le coût de préparation de déclarations de revenus distincts pour chaque société.  Les coûts liés au maintien de l’existence corporative de chacune des sociétés (frais juridiques, production de déclarations de renseignements).  Méthode pour effectuer une acquisition ou une prise de contrôle d’une ou plusieurs sociétés. | Utiliser les pertes fiscales accumulées au sein de sociétés faisant partie d’un même groupe à l’encontre des revenus réalisés par celles qui sont profitables.  Contrairement aux lois américaines, les lois fiscales canadiennes ne permettent pas la **consolidation** des déclarations de revenus des sociétés faisant partie d’un même groupe.  Permettre à une société acheteuse de déduire les intérêts à l’égard de toute dette encourue lors de l’achat d’une société cible. Cette déduction se fait à l’encontre des bénéfices d’opération réalisés par la société acquise. |

## 6.3 Les conditions d’application

**CONDITIONS D’APPLICATION, 87(1)**

**1-** Les sociétés remplacées qui seront unifiées doivent être des sociétés canadiennes imposables.

**2-** L’unification doit faire en sorte **de créer une nouvelle entité constituée** (nouvelle société)

**3-** Tous les biens des sociétés remplacées deviennent les biens de la nouvelle société. Sauf les comptes intersociétés (soldes réciproques) et le capital-actions qui sont éliminés.

**4-** Toutes les dettes et engagements des sociétés remplacées deviennent des dettes et engagements de la nouvelle société. Sauf les dettes intersociétés (soldes réciproques).

**5-** **Tous les actionnaires** des sociétés remplacées deviennent des actionnaires de la nouvelle société. Sauf lorsqu’une société remplacée est actionnaire.

**6-** **L’unification ne doit pas comprendre l’acquisition de biens, l’achat de biens ou l’attribution de biens d’une société par une autre.**

**N.B.: Lorsque les conditions sont respectées, l’article 87 fera en sorte qu’il n’y aura que peu ou pas d’incidences fiscales, suite à la fusion. En résumé, on peut dire qu’il s’agit de l’addition des bilans en éliminant les éléments intersociétés (soldes réciproques) et en général, le capital-actions.**

## 6.4 Les types de fusion

### 6.4.1 La fusion ordinaire [87(1)]

**La fusion de sociétés consiste essentiellement à regrouper deux ou plusieurs sociétés en une seule.**



Nous avons ici une **fusion légale ou statutaire (horizontale)**. Les sociétés X et Y sont regroupées pour former la nouvelle société XY. Les actionnaires X et Y recevront des actions de la **nouvelle société**.

### 6.4.2 La fusion simplifiée [87(1.1) et 87(1.2)]

**Définition :** Il s’agit de

* la fusion d’une société et d’une ou plusieurs de ses *filiales à cent pour cent*

OU

* la fusion de deux ou plusieurs sociétés dont chacune est une filiale de la même société, possédée à cent pour cent (fusion horizontale).

Ce genre de fusion est accepté pour l’application de l’article 87, en autant que les conditions d’application soient respectées, sauf pour la condition 5.

*Filiale à cent pour cent* est définie au paragraphe 87(1.4). Il s’agit d’une société dont toutes les actions en circulation appartiennent

* à la société mère
* à une société qui est une filiale en propriété exclusive de la société mère ou à une combinaison des sociétés énumérées précédemment.

**Exemple d’une fusion verticale simplifiée [87(1.1)a)]**



Nous avons ici une **fusion verticale** qui se fait normalement entre une société mère (Cie K) et sa ou ses filiales (Cie L). Ici, contrairement à la fusion légale ou statutaire (horizontale) où les actionnaires recevaient des actions de la nouvelle société, ce sont les actions de la filiale qui sont annulées sans qu’il y ait de nouvelles émissions d’actions, sauf si des tiers minoritaires détenaient des actions de la société L ltée.

**Exemple d’une fusion horizontale simplifiée [87(1.1)b)]**

Après la fusion

Avant la fusion

FILLE A

FILLE B

FILLE AB

MÈRE

MÈRE

### 6.4.3 La fusion triangulaire (tripartite) [87(9)]

* Les règles fiscales particulières de ce type de fusion ne seront pas couvertes dans le cadre du cours.

## 6.5 Impacts pour les sociétés remplacées

**N.B. Du point de vue fiscal, la nouvelle société est considérée comme une nouvelle société. Par contre, en ce qui regarde certains éléments, elle sera réputée être la continuation des sociétés remplacées.**

**Les comptes fiscaux des sociétés remplacées de même que les actifs et les passifs passent à la nouvelle société généralement sans impact fiscal.**

### 6.5.1 L’année d’imposition [87(2)a)]

Pour chacune des sociétés remplacées, **il y a fin d’exercice financier immédiatement avant la fusion.**

**La nouvelle société est réputée avoir commencé son exercice financier à la date de la fusion**. Elle pourra choisir la fin de son exercice financier comme toute nouvelle société sans excéder 53 semaines.

**Points à surveiller :**

• exercice financier de moins de 12 mois. Cela implique un prorata au niveau de la déduction pour amortissement. Si la société est admissible à la déduction accordée aux petites entreprises, elle devra aussi faire le prorata selon le nombre de jours de l’exercice.

• lors du calcul des versements anticipés (acomptes provisionnels) d’impôts de la nouvelle société, on devra se baser sur les revenus des sociétés fusionnées.

### 6.5.2 Les inventaires [87(2)b)]

Les inventaires de la fin de chacune des sociétés fusionnées s’additionnent pour devenir l’inventaire du début de la nouvelle société.

### 6.5.3 Les biens amortissables [87(2)d)]

**Règles relatives aux biens transférés à la nouvelle société:**

• Le coût en capital est réputé être celui des sociétés remplacées.

• Les FNACC des sociétés remplacées s'additionnent pour donner la FNACC de la nouvelle société. **Nuance à cette règle :** Si la nouvelle société acquiert les biens d'une société remplacée **qui lui est liée** au moment de la fusion, les biens restent dans la même catégorie (cat. 3, 5 % demeure cat. 3, 5 %). Lorsque les sociétés ne **sont pas liées**, on doit inclure dans les catégories en vigueur à la date de la fusion (cat. 3, 5 % devient cat. 1, 4 %).

• **La règle de la demi-année ne s'appliquera pas, si : [R1100(2.2)]**

**i)** la société remplacée et la nouvelle société sont liées au moment de la fusion

**et**

**ii)** le bien a été détenu de façon continue par la société remplacée pendant au moins 364 jours avant la date à laquelle le bien est acquis par la nouvelle société.

• Lorsque la première année d'imposition de la nouvelle société est de moins de 12 mois, la DPA doit être calculée au prorata du nombre de jours de l'année d'imposition sur 365. [R1100(3)]

• **Les sociétés remplacées ne sont pas réputées avoir disposé des biens immédiatement avant la fusion.** Elles ont donc droit à la DPA pour leur dernier exercice financier. Par contre, si cet exercice est de moins de 12 mois, il faut en faire le prorata.

Lors d'une disposition ultérieure d'un bien amortissable, les règles ordinaires vont s'appliquer à la nouvelle société comme si elle avait possédé les biens depuis leur achat initial.

### 6.5.4 Les immobilisations non amortissables [87(2)e)]

Le PBR de chacun des biens des sociétés remplacées devient le PBR des biens de la nouvelle société.

### 6.5.5 Les immobilisations admissibles [87(2)f)]

Le concept du MCIA a été abrogé à partir du 1er janvier 2017.

### 6.5.6 Les réserves [87(2)g) à j), 87(2)m), 87(2)ll)]

Les réserves déduites par les sociétés remplacées sont réputées avoir été déduites par la nouvelle société. Elle devra donc inclure dans son revenu de la première année, les réserves des sociétés remplacées et par la suite, elle aura droit de prendre des réserves.

Pour ce qui est de la réserve sur le gain en capital [40(1)a)iii)], de la réserve sur les ventes à tempérament et de la réserve pour vente de terrain en inventaire [20(1)n)], la nouvelle société pourra utiliser ces réserves comme si elle avait elle-même vendu les biens.

### 6.5.7 Pertes sur certains transferts de biens lors d'une fusion [87(2)g.3]

Pour l'application des paragraphes **13(21.2)** "Pertes sur certains transferts" (biens en immobilisation amortissables) et **40(3.4)** "Pertes sur certains transferts" (biens autres qu'amortissables), la nouvelle société est réputée être la même société que chaque société remplacée et en être la continuation.

Ces deux paragraphes s'appliquent lors de transfert de biens entre des sociétés affiliées au sens de 251.1 (personnes affiliées) et que le coût fiscal pour le cédant est plus élevé que la JVM lors du transfert. La règle prévoit que toute perte est refusée pour le cédant mais elle peut être constatée ultérieurement selon sa nature. (Vous référer au sujet 2)

### 6.5.8 Le compte de dividende en capital (CDC) [87(2)z.1)]

Les CDC des sociétés remplacées s'additionnent et forment le CDC de la nouvelle société.

### 6.5.9 L'impôt en main remboursable au titre de dividendes (IMRTD) [87(2)aa)]

Lorsque la nouvelle société est une société privée immédiatement après la fusion. Au calcul de son IMRTD (déterminé et non déterminé) à la fin de sa première année d'imposition s'ajoute l'excédent des soldes de l'IMRTD sur le RTD (déterminé et non déterminé) des sociétés remplacées à la fin de leur dernière année d'imposition. Chaque société remplacée doit être une société privée à la fin de sa dernière année d'imposition.

### 6.5.10 Les crédits d'impôt à l'investissement [87(2)qq)]

Les crédits d'impôt à l'investissement non utilisés par les sociétés remplacées sont transférés à la nouvelle société. Il faut toutefois tenir compte des règles, lors d'une acquisition de contrôle d'une société, qui ont pour effet de limiter l'utilisation des crédits. [127(9.1) et (9.2)]

### 6.5.11 Les acomptes provisionnels [Règl 5301(4)]

Les acomptes provisionnels de la nouvelle société doivent être basés sur ceux des sociétés remplacées.

Comme nous venons de le démontrer, la nouvelle société issue de la fusion est pratiquement la continuation des sociétés remplacées et les conséquences fiscales qui auraient été applicables aux sociétés remplacées seront applicables à la nouvelle société.

### 6.5.12 Les dettes intersociétés [80.01(3)]

Comme il a été mentionné précédemment, les dettes entre les sociétés s'annulent avec les sommes à recevoir.

**Lors d'une fusion,** il peut arriver qu'une dette d'une société remplacée à l'égard d'une autre société remplacée s'éteigne sans qu'il y ait eu paiement. Le paragraphe 80.01(3) stipule qu'une telle dette qui s'éteint lors d'une fusion est réputée avoir été réglée immédiatement avant la fusion pour un montant correspondant au coût indiqué (PBR) pour le créancier de la dette. Aux fins du paragraphe 80(2), le coût indiqué de la dette correspond au PBR, s'il s'agit d'un bien en immobilisation ou au coût pour le créancier, s'il s'agit de tout autre bien.

* Par conséquent, les règles sur le « gain d’un débiteur provenant d’un règlement de dettes » ne sont pas applicables et sans conséquences fiscales négatives.

### 6.5.13 Majoration du coût de certaines immobilisations [87(11)]

* La nouvelle société issue de la fusion (contexte d’une fusion MÈRE-FILIALE) pourra majorer le coût des immobilisations non amortissables de la même façon qu’il aurait été possible de le faire dans un contexte de liquidation du paragraphe 88(1).
  + Voir section 7.5.4

### 6.5.14 Les pertes reportables [87(2.1)]

Comme il a déjà été mentionné, la nouvelle société est une continuation des sociétés remplacées. Donc,

* les pertes autres qu’un capital,
* les pertes en capital nettes,
* les pertes agricoles,
* les pertes agricoles restreintes,
* les pertes comme commanditaire,

des sociétés remplacées deviennent des pertes de la nouvelle société qui sera réputée être la même société que les sociétés remplacées.

**Les pertes conservent leur nature et leur période de report.**

Il ne faut pas oublier que lors d'une fusion, il y a fin d'exercice financier. La période de report de pertes peut être diminuée d'une année lorsque la date de fusion ne coïncide pas avec la fin d'exercice financier d'une société remplacée qui a des pertes à reporter.

**Les reports de pertes sont assujettis aux restrictions relatives aux acquisitions de contrôle.**

UTILISATION DES PERTES – RÈGLE GÉNÉRALE

* Les pertes réalisées avant la fusion par les sociétés remplacées SURVIVENT et SONT UTILISABLES contre les revenus réalisés après la fusion par la « nouvelle » société issue de la fusion.
  + En conservant leurs dates d’échéances respectives
  + Sous réserve des règles d’acquisition de contrôle

**Après la fusion**

**Avant la fusion**

Monsieur B

Monsieur A

Monsieur B

Monsieur A

A inc.

***Solde de pertes***

B inc.

***Solde de pertes***

AB inc.

***Solde de pertes +***

***Solde de pertes***

* Les pertes réalisées par la « nouvelle » société issue de la fusion ne peuvent pas être reportées dans les années d’imposition des sociétés remplacées d’avant-fusion.

**Après la fusion**

**Avant la fusion**

Monsieur B

Monsieur A

Monsieur B

Monsieur A

A inc.

***À profit***

B inc.

***À profit***

AB inc.

***À perte***

***« Contre nature »***

***« Contre nature »***

UTILISATION DES PERTES – SOCIÉTÉ MÈRE ET FILIALE À 100 % [87(2.11)]

* Les pertes réalisées après la fusion par la nouvelle société issue de la fusion SONT UTILISABLES contre les revenus réalisés avant la fusion par LA SOCIÉTÉ MÈRE UNIQUEMENT

La nouvelle société (à perte) existe après la fusion MAIS la nouvelle société (à profit) N’EXISTAIT PAS avant la fusion donc CE N’EST PAS naturel (report de pertes rétrospectif effectué par la nouvelle société alors qu’elle vient d’être constituée, elle n’existait pas avant la fusion)

Cette fiction permet de rendre le traitement fiscal d’une fusion (mère + filiale) identique à celui d’un contexte de liquidation.

(2 sociétés différentes, fiction nécessaire !)

***- 3 ans***

***« Fiction nécessaire ! »***

FUSION

***Pertes « après-fusion »***

MÈRE

***À profit***

**FUSION**

FILIALE

***À profit***

***« Contre nature »***

* Les pertes réalisées après la fusion par la « nouvelle » société issue de la fusion NE SONT PAS UTILISABLES contre les revenus réalisés avant la fusion par une société AUTRE QUE LA SOCIÉTÉ MÈRE regroupée.
* Il n’est pas possible de reporter les pertes de la filiale remplacée contre le revenu imposable de la société mère avant la fusion

FUSION

***À profit***

***Solde de pertes***

MÈRE

***À profit***

**FUSION**

FILIALE

***Solde de pertes***

Seules les pertes **« après-fusion »** de la nouvelle société issue de la fusion peuvent être appliquées contre les revenus **« avant fusion »** de la société mère remplacée.

### 6.5.15 Situation où il y a acquisition de contrôle [256(7)b)]

* Nous verrons à la section 9 les règles sur les acquisitions de contrôle et leurs impacts sur les reports de pertes.
  + Ces règles s’appliqueront également lors d’une fusion s’il y a acquisition de contrôle.
* L’alinéa 256(7)b) prévoit qu’il n’y a pas automatiquement acquisition de contrôle du seul fait qu’il y ait fusion entre plusieurs sociétés.
* Aucune acquisition de contrôle si la personne (ou groupe) n’avait pas acquis le contrôle de la société remplacée s’il avait acquis l’ensemble des actions de celle-ci avant la fusion. [256(7)b)(ii)]

Exemple #1:

45 %

**Après la fusion**

**Avant la fusion**

Tiers

M.B

M. A

Tiers

M. A

M.B

6 %

54 %

40 %

100 %

10 %

90 %

AB Inc.

A Inc.

B Inc.

**(PERTES)**

M.A contrôle la nouvelle société issue de la fusion. M.A contrôlait la société remplacée A Inc. Il n’a donc pas acquis le contrôle de A Inc.

***Cette exception vise donc les situations où la personne ou le groupe contrôlait déjà la société.***

Exemple #2:

**Après la fusion**

**Avant la fusion**

Tiers

M.B

M. A

Tiers

M. A

M.B

6 %

54 %

40 %

100 %

10 %

90 %

AB Inc.

A Inc.

B Inc.

**(PERTES)**

M.A contrôle la nouvelle société issue de la fusion. M.A ne contrôlait pas la société remplacée B Inc. Il a donc acquis le contrôle de B Inc.

***Les règles particulières des acquisitions de contrôles seront applicables (PCN de B Inc. seront perdues, PAQC de B inc. pourront survivre sous une condition et sous une limite)***

* Aucune acquisition de contrôle si, immédiatement avant la fusion, la société remplacée était liée à chaque autre société remplacée. [256(7)b)(iii)(A)]

Exemple #3 :

45 %

**Après la fusion**

**Avant la fusion**

M.B

Tiers

M.B

Tiers

90 %

95 %

5 %

100 %

10 %

AB Inc.

A Inc.

B Inc.

**(PERTES)**

Puisque M.B contrôle les deux sociétés, A Inc. et B Inc. sont considérés comme des sociétés liées.

***M. B n’aura pas acquis le contrôle de A Inc. Les règles particulières des acquisitions de contrôles ne seront pas applicables.***

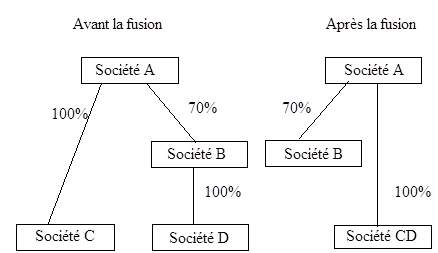
Exemple #4 :



Dans cet exemple, la Société A ltée, qui acquiert les actions de la société BC ltée qui est la nouvelle société suite à la fusion de B ltée et C ltée, était liée à chacune des sociétés remplacées immédiatement avant la fusion. Il n'y a donc pas d'acquisition de contrôle.

Avec le même tableau qui précède, si la société D ltée a des pertes reportables, elles ne seront pas soumises aux règles de l'acquisition de contrôle car les actions de D ltée sont acquises par la nouvelle société BC ltée qui est issue de deux sociétés avec qui D ltée était liée avant la fusion.

Exemple #5 :



Nous avons ici un autre exemple où les sociétés ne sont pas régies par les règles de l'acquisition de contrôle. La société A ltée contrôlait les sociétés C et D et continue de les contrôler par l'intermédiaire de la société CD ltée issue de la fusion.

* Aucune acquisition de contrôle si [256(7)b)(iii)(B)] :

La totalité des actions du capital-actions de la nouvelle société acquises par les actionnaires de la société remplacée en contrepartie de leurs actions étaient acquises par une seule personne

ET

Que suite à cette acquisition de la totalité des actions par cette personne, celle-ci avait ainsi le contrôle de la nouvelle société.

Exemple #6 :

**Après la fusion**

**Avant la fusion**

5 actionnaires à 20 %

10 actionnaires à 10 %

5 actionnaires à 20 %

10 actionnaires à 10 %

70 %

30 %

100 %

100 %

AB Inc.

A Inc.

B Inc.

**(PERTES)**

Il faut prendre l’hypothèse que le groupe de « 10 actionnaires à 10 % » est considérée comme une seule personne.

Cette personne détient le contrôle de AB Inc. et détenait le contrôle de A Inc. La personne n’est pas réputée avoir acquis le contrôle de A inc. et les règles d’acquisition de contrôle ne seront donc pas applicables sur les pertes de A Inc.

***Si les pertes à reporter avaient été du côté de B Inc., les règles d’acquisitions de contrôle auraient été applicables. La personne aurait acquis le contrôle de B inc. dans laquelle il y aurait eu des soldes de pertes.***

**EXERCICE 4-11 :** **Importance du choix de la date de fusion (report de pertes)**

Monsieur Profitable détient 100% des actions des sociétés M ltée et K ltée. Les deux sociétés ont été constituées sous la même loi.

L'exercice financier de M ltée se termine le 31 janvier. Depuis quelques années, M ltée a accumulé les pertes autres qu'en capital suivantes qui n'ont pas encore été utilisées :

2005 120 000 $

2006 18 000 $

2007 10 000 $

2008 12 000 $

Monsieur Profitable croit que la société M ltée commencera à générer des profits vers les années 2015 et peut-être seulement en 2016. Après analyse de ses pertes reportables, il prévoit perdre les pertes reportables de 2005 dont la période de report se termine en 2015. Pour pallier à cela, il a pensé fusionner la société M ltée avec son autre société K ltée qui est très rentable et de ce fait, faire absorber le report de pertes par la nouvelle société fusionnée MK ltée. La fin d'exercice financier de K ltée est le 31 mai de chaque année. Comme monsieur Profitable ne veut pas perdre de temps, il fusionne les deux sociétés le premier juillet 2014.

**ON DEMANDE :**

Présentez les conséquences fiscales de cette décision et s'il y a lieu une suggestion de planification.

**SOLUTION DE L'EXERCICE 4-11**

**Conséquences fiscales pour M ltée :**

La fusion au premier juillet 2014 nous amène une fin d'exercice financier pour M ltée à cette date. Ce qui nous fait une année d'imposition de 5 mois, soit du 1er février 2014 au 30 juin 2014. Cet exercice financier compte pour une année complète pour le report de pertes. ***Les pertes de 2005 se trouvent donc perdues car la dixième année[[2]](#footnote-2) de report correspond à cette année de cinq mois.***

Les pertes de 120 000 $ lors de l’exercice terminé le 31 janvier 2005 ont un délai de 10 ans.

Année 1 31 janvier 2006 Année 6 31 janvier 2011

Année 2 31 janvier 2007 Année 7 31 janvier 2012

Année 3 31 janvier 2008 Année 8 31 janvier 2013

Année 4 31 janvier 2009 Année 9 31 janvier 2014

Année 5 31 janvier 2010 **Année 10 30 juin 2014**

***(En raison de la fusion au 1er juillet 2014)***

**Conséquences fiscales pour MK ltée :**

Comme il n'y a pas eu d'acquisition de contrôle, la nouvelle société pourra utiliser les pertes reportables de la société remplacée M ltée tout en tenant compte des années pour le calcul du report sur les 10 années suivantes.

**Planification**

Si la fusion avait eu lieu le 1er février 2014, la perte de 2005 aurait pu être utilisée contre les revenus du premier exercice financier de la nouvelle société MK ltée. Il est donc très important de bien analyser nos transactions pour planifier correctement une date de fusion.

## 6.6 Conséquences d’une fusion sur le capital versé

### 6.6.1 Calcul de la réduction

* L'objectif de 87(3) est de limiter le CV de la nouvelle société issue de la fusion, au total du CV des sociétés remplacées immédiatement avant la fusion, sans tenir compte des actions d'une société remplacée détenues par toute autre société remplacée qui sont annulées lors de la fusion.

Sous forme de formule : CV nouveau = (CVs anciens - CV annulé)

* CV de la nouvelle société XXX

Moins : CV des sociétés remplacées (XXX)

Réduction du CV des actions émises par la nouvelle société XXX

*Cette réduction doit se faire en proportion du CV de chaque catégorie d’actions indépendamment que l’insuffisance soit due à une catégorie particulière.*

**EXERCICE 4-12 : Fusion avec réduction du capital versé. IMPORTANT**

A Inc. et B Inc. fusionnent pour former la nouvelle société AB Inc. Nous obtenons les renseignements suivants à l'égard des actions émises et du capital versé des sociétés remplacées:

**Actions ordinaires : CV fiscal Capital légal**

A Inc. 100 000 $ 120 000 $

B Inc.  40 000  50 000

140 000 $ 170 000 $

La différence entre le CV fiscal et le CV légal des actions de A Inc. est due à une réduction du capital versé selon le paragraphe 85(2.1) (situation où l'augmentation du CV est > la somme convenue moins la contrepartie autre que des actions) suite à un roulement et celle de B Inc. est due à l'application de l'article 84.1 lors d'une vente d'actions avec lien de dépendance (situation ou l'augmentation du CV est > que le > de i) le CV AA; ii) le PBR AA.).

Lors de la fusion, AB Inc. a émis 1 000 actions de catégorie A dont le capital versé légal est de 50 000 $ et 1 000 actions de catégorie B rachetables à 120 $ chacune. Le capital a été attribué aux deux catégories d'actions comme suit :

Actions de catégorie A 50 000 $

Actions de catégorie B 120 000

170 000 $

Deux années plus tard, AB Inc. a racheté 400 actions de catégorie B.

**ON DEMANDE :**

Présentez les conséquences fiscales de la transaction.

**SOLUTION À L'EXERCICE 4-12**

**Conséquences fiscales sur le capital versé immédiatement après la fusion**

Réduction du CV des actions de AB Inc. :

Capital versé légal de AB Inc. 170 000 $

**Moins :** CV fiscal de A Inc. et de B Inc. - 140 000

**Réduction** du CV à attribuer aux actions A et B selon 87(3)a)  30 000 $

Calcul du CV fiscal des actions de AB Inc.

Capital versé légal des actions de catégorie A 50 000 $

**Réduction :** 50 000$ / 170 000$ x 30 000$ - 8 824

Capital versé fiscal des 1 000 actions de catégorie A 41 176 $

Capital versé fiscal pour 1 action de catégorie A  41,18 $

Capital versé légal des actions de catégorie B 120 000 $

**Réduction :** 120 000$ / 170 000$ x 30 000$ - 21 176

Capital versé fiscal des 1 000 actions de catégorie B 98 824 $

Capital versé fiscal pour 1 action de catégorie B 98,82 $

**Rachat de 400 actions de catégorie B deux ans plus tard :**

Calcul du dividende réputé

Montant du rachat (400 x 120 $) 48 000 $

CV des 400 actions rachetables (400 x 98,82 $) 39 528

Dividende réputé selon 84(3) 8 472 $

**Nous pouvons faire le calcul du CV des actions restantes par logique.**

**CV des actions "B" 98 824 $**

**Moins : CV des actions rachetées (400 x 98,82$) -39 528**

**CV des actions non rachetées 59 296 $**

**Comme nous venons de le voir, la réduction du capital versé s'applique uniformément à toutes les actions d'une même catégorie quel que soit l'actionnaire.** Ce résultat peut être pénalisant lorsqu'un actionnaire d'une société remplacée dans laquelle il n'y avait pas d'insuffisance de capital se voit remettre des actions avec un capital versé fiscal inférieur à son capital légal. Il recevra donc un dividende réputé qu'il n'aurait pas reçu lors du rachat des actions de la société remplacée.

### 6.6.2 Choix du paragraphe 87(3.1)

**Après la fusion**

**Avant la fusion**

M.B

M.A

M.B

M.A

100 A.O.

CV légal 1 000

Cv fiscal **???**

100 A.O.

CV légal 1 000

Cv fiscal 1 000

10 000 A.P.

CV légal 10 000

Cv fiscal 0

10 000 A.P.

CV légal 10 000

Cv fiscal  **???**

AB Inc.

A Inc.

0 $ avec le choix de 87(3.1)

1 000 $ avec le choix de 87(3.1)

100 %

B Inc.

* Dans le cadre de cette fusion, M.A se retrouverait pénalisé par l’insuffisance de capital de M.B. Comme la réduction du CV s’applique uniformément à toutes les actions, M.A. aurait des A.O. de la nouvelle société AB Inc. dont le CV fiscal serait inférieur à 1 000 $.
  + Il est possible d’éviter cette situation avec le choix du paragraphe 87(3.1).
* Le paragraphe 87(3.1) fait en sorte que chaque catégorie d’actions de la nouvelle société est réputée être la même catégorie que chaque catégorie d’actions de chaque société remplacée si :

1) Chaque catégorie d’actions est échangée contre une catégorie distincte d’actions de la nouvelle société (sauf catégories annulées).

2) Après la fusion

* + - * Le nombre d’actionnaires de chaque catégorie remplaçante
      * Le nombre d’actions de chaque catégorie remplaçante appartenant à chaque actionnaire
      * Le nombre d’actions émises de chaque catégorie remplaçante
      * Les modalités de chaque action d’une catégorie remplaçante
      * Le CV légal au titre de chaque catégorie remplaçante

Sont identiques à ce qu’ils étaient immédiatement avant la fusion à l’égard de la catégorie échangée.

**En d'autres mots, chaque catégorie conserve ses caractéristiques fiscales propres de sorte que la catégorie, qui a une insuffisance de capital, supporte seule cette insuffisance.**

**En pratique**, le choix du paragraphe 87(3.1) est assez limité. En effet, il est rare lors de la fusion de deux sociétés non liées que l'on puisse faire un échange d'actions qui répondra aux conditions énumérées au paragraphe 87(3.1), à cause de la différence dans la valeur et de la structure du capital-actions des sociétés remplacées.

## 6.7 Conséquences fiscales pour les actionnaires et les créanciers

* Règle générale, une fusion est considérée comme une disposition de biens en immobilisation entraînant un gain (ou une perte) en capital.
  + Le gain ou la perte en capital serait égal à la différence entre la JVM des actions reçues (les actions de la nouvelle société) et le PBR des actions échangées (les actions des sociétés remplacées).
* La loi prévoit des dispositions de **roulement** au paragraphe 87(4) en autant que les deux conditions suivantes soient respectées :
  + Les anciennes actions constituaient un bien en immobilisation pour l’actionnaire

**ET**

* + L’actionnaire ne reçoit en contrepartie que des actions de la nouvelle société.

*L’ARC accepte un paiement en argent inférieur à 200 $ afin d’éviter l’émission d’une fraction d’action qu’il aurait pu recevoir à la suite de la fusion.*

* Effet du roulement

PD des anciennes actions = PBR des anciennes actions [87(4)a)]

PBR des nouvelles actions = PBR des anciennes actions [87(4)b)]

*Si les actionnaires reçoivent plus d’une catégorie d’actions, le PBR est réparti au prorata de la JVM de chaque catégorie reçue*

**×**

*PBR des A.A. JVM des actions de la catégorie*

*JVM de toutes les actions reçues*

* Dans le contexte « Fusion MÈRE-FILIALE », le PD des actions de la FILIALE et le PBR des biens reçus de la filiale est déterminé par les règles de 87(11). Cette disposition renvoie aux dispositions applicables dans un contexte de liquidation en vertu du paragraphe 88(1).
  + Certains concepts seront donc expliqués uniquement à la section 7

La société mère est réputée avoir disposé des actions de la filiale pour un produit égal **au plus élevé de** : [87(11)a)]

CV des actions de la filiale

**+**

PD = *Valeur nette fiscale des biens de la filiale* reçus

PBR des actions de la filiale

La nouvelle société est réputée avoir acquis les actifs de la filiale à leur coût indiqué. Toutefois, le coût des immobilisations non amortissables peut être majoré jusqu’à concurrence de leur JVM lors de l’acquisition du contrôle de la filiale par la société mère. Le montant de la majoration correspond à la perte de PBR de la société mère sur les actions de la filiale [87(11)b)]

PBR des actions de la filiale XXX

Moins

(1) Valeur fiscale nette des biens de la filiale (XXX)

(2) Dividendes imposables et en capital reçus

de la filiale depuis l’acquisition de contrôle (XXX)

Majoration maximum XXX

**Options d'achat d'actions**

Si un contribuable avait des options d'achat d'actions dans une société remplacée et s'il reçoit en échange des options d'achat d'actions de la nouvelle société, **il y a roulement au PBR des options échangées [paragraphe 87(5)].**

**Obligations et autres créances**

Si un contribuable détenait des obligations, débentures, billets, hypothèques ou autres titres semblables d'une société remplacée et qu'il ne reçoit en échange, lors de la fusion, **que des** obligations, débentures, billets, hypothèques ou autres titres semblables respectivement de la nouvelle société, **il aura droit au roulement au PBR si le montant payable à l'échéance est le même que celui qui aurait été payé par la société remplacée à l'échéance [paragraphe 87(6)].**

## 6.8 Avantage conféré à une personne liée

**Lorsqu'un avantage est conféré à une personne liée lors de la fusion, les règles de roulement prévues au paragraphe 87(4) ne s'appliqueront pas.** De plus, la marge libre d'impôt ne sera pas transférée en vertu de la RAIR 26(21). Cela annule complètement le roulement prévu lors d'une fusion. Il est donc important de bien analyser la transaction projetée.

**LIR 87(4)c), d) et e)**

Lorsque JVM anciennes actions > JVM nouvelles actions

ET

Qu’il est raisonnable de considérer toute fraction de l’excédent à titre d’avantage que l’actionnaire désirait conférer à **une personne liée**, les règles suivantes s’appliquent :

* L’actionnaire sera réputé avoir disposé des anciennes actions pour un produit de disposition égal **au moindre de :** [87(4)c)]

PBR anciennes actions + avantage conféré

PD =

JVM anciennes actions immédiatement avant la fusion

***La perte en capital est réputée nulle, s’il y a lieu. [87(4)d)]***

* Le coût des actions reçues en échange [87(4)e)] sera réputé être **le moindre de :**

PBR anciennes actions

PBR =

JVM des nouvelles actions + perte en capital refusée

Si plusieurs catégories actions ont été reçues, répartition au prorata de leur JVM

**L’objectif de cette règle est d’imposer immédiatement la partie du don à titre de gain en capital**

\* Impacts similaires à ceux décrits au paragraphe 51(2)

## 6.9 Commentaires sur l’utilisation de la fusion

**Utilisation de la fusion**

**Très souvent, la fusion sera considérée dans le cadre d'une planification pour l'utilisation des pertes dans un groupe de sociétés puisque le paragraphe 87(2.1) permet à la nouvelle société d'utiliser les pertes d'une société remplacée (sous réserve des règles concernant les acquisitions de contrôle).**

**La planification consiste à fusionner une société à perte avec une autre société du groupe qui a des profits importants, de façon à utiliser les pertes de la première société contre les revenus futurs de la société fusionnée qui devrait fonctionner à profit. Il faut se rappeler qu'une fusion ne peut généralement être envisagée que lorsque les sociétés sont régies par une même loi corporative.**

Un autre point important touche le statut des sociétés fusionnées. Lorsqu'une société publique se fusionne avec une société privée, cette dernière disparaît et elle devient publique. Il est donc très important de bénéficier de tous les avantages reliés au statut de privée avant de fusionner. Par exemple, si la société privée a un IMRTD (déterminé ou non déterminé) ou du CDC, voir à verser les dividendes qui s'imposent pour bénéficier de ces montants.

## 6.10 Texte qui se veut une étude sommaire des principes de droit corporatif et fiscal qui régissent la fusion

**Aspects corporatifs et fiscaux de la fusion**

PAR CLAUDINE PUGLIÈSE *LIA, M. FISC*

Référence Revue Stratège de L’APFF, Juin 2004, volume 9 numéro 2

**Fusion ordinaire ou simplifiée ?**

La partie 1A de la *Loi sur les compagnies du Québec[[3]](#footnote-3)* et la *Loi canadienne sur les sociétés par actions* prévoient deux types de fusions : la fusion ordinaire et la fusion simplifiée. Dans la *Loi sur les compagnies du Québec,* la fusion ordinaire nécessite l'adoption d'un règlement par les administrateurs de chacune des sociétés fusionnées pour approuver la convention de fusion. Le règlement doit être ratifié par la suite par une assemblée extraordinaire des actionnaires aux deux tiers des voix de chacune des sociétés. Au fédéral, les administrateurs des sociétés fusionnantes doivent conclure une convention de fusion et la soumettre aux actionnaires de chaque catégorie d'actions. Aux fins d'adoption de la convention de fusion, chaque action possède un droit de vote. Cette convention est adoptée par résolution spéciale des actionnaires, c'est-à-dire aux deux tiers des voix exprimées.

La procédure de la **fusion simplifiée** tant dans la législation fédérale que dans celle du Québec s'adresse à la fusion entre une société mère et une filiale dont elle détient la totalité des actions (fusion verticale) et à la fusion de filiales d'une même société mère (fusion horizontale). Elle s'effectue par voie de résolution adoptée par les administrateurs.

La résolution de la fusion verticale prévoit que les actions des filiales seront annulées sans remboursement de capital, les statuts de fusion seront les mêmes que ceux de la société mère et le capital déclaré sera celui de la société mère.

La résolution de la fusion horizontale implique que les actions de toutes les filiales sauf l'une d'entre elles seront annulées, les statuts de fusion seront les mêmes que ceux de la société dont les actions n'ont pas été annulées et le capital déclaré de toutes les filiales sera ajouté à celui de la filiale dont les actions n'ont pas été annulées.

Des sociétés peuvent fusionner si elles ont été constituées en vertu de la même législation. Si ce n'est pas le cas, il est possible de remédier à la situation en demandant une prorogation en vertu de l'autre législation.

La *Loi canadienne sur les sociétés par actions* permet à une société d'être prorogée en vertu de cette loi ou, à l'inverse, une société constituée en vertu de cette loi d'être prorogée conformément à une autre juridiction dans la mesure où cette autre juridiction le permet.

*La nouvelle Loi sur les sociétés par actions du Québec offre également les possibilités de la prorogation. Cette flexibilité constitue un important gain sur l’ancienne version juridique de la Loi sur les compagnies du Québec.*

**Traitement fiscal**

La *Loi de l'impôt sur le revenu* ainsi que la *Loi sur les impôts* prévoient un traitement particulier aux fusions de sociétés dans la mesure où les conditions suivantes sont remplies : tous les biens appartenant immédiatement avant la fusion aux sociétés remplacées deviennent les biens de la société issue de la fusion, tous les engagements des sociétés remplacées immédiatement avant la fusion deviennent les engagements de la nouvelle société et tous les actionnaires des sociétés remplacées immédiatement avant la fusion reçoivent des actions de la nouvelle société.

La législation permet l'application de ces règles à la fusion simplifiée bien que ces conditions ne soient pas toutes remplies.

**1. Année d'imposition**

La société issue de la fusion est une nouvelle société et sa première année d'imposition débute au moment de la fusion, soit la date apparaissant sur les statuts de fusion. L'exercice des sociétés remplacées se termine immédiatement avant la fusion. La fusion contrairement à la liquidation entraîne donc une fin d'exercice financier.

**2. Statut de la société**

La nouvelle société aura le statut des sociétés remplacées immédiatement avant la fusion. La législation prévoit que, si l'une des sociétés remplacées est une société publique, la nouvelle société sera une société publique. Dans ce cas, le solde du compte de dividendes en capital et de l'impôt en main remboursable au titre de dividendes des sociétés remplacées ne pourra être utilisé par la société issue de la fusion.

**3. Continuité fiscale**

La particularité fiscale de la société issue de la fusion est que, bien que celle-ci soit une nouvelle société avec un nouvel exercice financier, elle est pour tous les autres aspects fiscaux la continuation des sociétés remplacées. La fusion des sociétés remplacées n'entraîne donc pas d'incidences fiscales pour ces dernières au moment de la fusion. Ce texte n'énoncera pas chacun des comptes dont la législation prévoit la continuité. Nous nous attarderons aux règles plus particulières.

**4. Calcul du revenu**

Aux fins du calcul du revenu de la nouvelle société, il faut inclure toutes les sommes reçues ou à recevoir qui auraient été incluses dans le revenu de la société remplacée pour sa dernière année d'imposition selon la méthode adoptée par celle-ci pour calculer son revenu. La même règle s'applique relativement aux déductions.

**5. Bien en immobilisation et bien en immobilisation amortissable**

Le coût en capital des biens en immobilisation amortissables et non amortissables des sociétés remplacées devient le coût en capital des biens de la société issue de la fusion. L'allocation du coût en capital des différentes catégories de biens en immobilisation déduit antérieurement par les sociétés remplacées devient l'allocation du coût en capital pris par la nouvelle société relativement à ces catégories de biens. La règle du demi-taux ne s'applique pas aux biens amortissables acquis des sociétés remplacées.

**6. Report des pertes autres qu'en capital, pertes en capital**

Les pertes autres qu'en capital ainsi que les pertes en capital subies par les sociétés remplacées peuvent être reportées aux années d'imposition de la nouvelle société comme si elles avaient été subies par celle-ci. Toutefois, les pertes subies par la nouvelle société ne peuvent être reportées aux années d'imposition des sociétés remplacées antérieures à la fusion. Cette dernière règle ne s'applique pas dans le cas d'une fusion verticale, c'est-à-dire la fusion entre une société mère et sa filiale à part entière.

Dans 1e cas où la fusion entraînerait un changement de contrôle pour une société remplacée, les pertes en capital subies avant le changement de contrôle ne pourront être déductibles par la nouvelle société. De même, les pertes en capital de la nouvelle société ne pourront être déductibles par les sociétés remplacées pour les années d'imposition antérieures à la fusion.

En ce qui a trait aux pertes autres qu'en capital des sociétés remplacées dans le cas où la fusion entraînerait un changement de contrôle, ces pertes pourront être déductibles par la nouvelle société, dans la mesure où celle-ci exploite profit ou avec une expectative raisonnable de profit l'entreprise et jusque concurrence des revenus générés par l'entreprise dont proviennent les pertes.

**7. Acquisition de contrôle**

Des règles spécifiques sont prévues quant au changement de contrôle dans le cas de la fusion de sociétés.

Une personne ou un groupe de personnes qui contrôlait la société issue de la fusion, mais qui ne contrôlait pas une société remplacée immédiatement avant la fusion est réputée avoir acquis le contrôle de la société remplacée immédiatement avant la fusion.

Le contrôle d'une société remplacée et de chaque société qu'elle contrôle immédiatement avant la fusion est présumé avoir été acquis immédiatement avant la fusion sauf si les situations suivantes interviennent :

* immédiatement avant la fusion, la société remplacée est liée à chaque autre société remplacée;
* si une seule personne avait acquis les actions de la nouvelle société que les actionnaires d'une société remplacée ont acquises à la suite de la fusion et que, de ce fait, elle ait acquise le contrôle de la nouvelle société;
* la fusion de deux sociétés mères avec une ou plusieurs autres filiales dans la mesure où, si les actions des filiales détenues par la société mère avaient été détenues par une seule personne celle-ci aurait contrôlé la filiale.

**8. Capital versé**

Le capital versé de la société issue de la fusion est l'addition du capital versé de sociétés remplacées. Le capital versé des actions de la nouvelle société ne peut toutefois excéder l'addition du capital versé fiscal (capital versé corporatif ajusté par la Loi *de l'impôt sur le revenu)* des actions des sociétés remplacées. Advenant le cas où le capital versé légal excède le capital versé fiscal, l'excédent sera réparti entre les catégories d'actions en fonction du capital versé légal et réduira le capital versé légal de chaque catégorie.

Au rachat des actions ou au moment de la réduction du capital versé légal des actions de la nouvelle société, la différence entre le dividende réputé calculé avec le capital versé fiscal et le capital versé légal viendra augmenter le capital versé légal des actions de la nouvelle société. Cette augmentation ne doit pas excéder la réduction du capital versé légal de chaque catégorie.

**9. Actions des sociétés remplacées**

Les actionnaires qui détenaient des actions du capital-actions des sociétés remplacées, qui après la fusion n'ont reçu en contrepartie que des actions de la nouvelle société, sont réputés avoir disposé des anciennes actions pour un produit de disposition égal à leur prix de base rajusté immédiatement avant la fusion et avoir acquis les nouvelles actions à un coût égal à ce produit réparti entre les catégories d'actions au prorata de leur juste valeur marchande après la fusion.

**CONCLUSION**

**La fusion est un mécanisme qui permet de transférer des biens à une autre société sans entraîner les procédures légales inhérentes à un tel transfert. Dans le cadre d'une réorganisation corporative, elle a donc l'avantage de permettre la cession des biens plus rapidement.**

# 7. Liquidation d’une filiale détenue à 90 % ou plus [Paragraphe 88(1)]

## 7.1 Notions de base

Définition :

* La liquidation d’une société consiste en la dissolution de celle-ci et la distribution de son actif net aux actionnaires.
  + Selon "Le Dictionnaire de la comptabilité", il s'agit de la procédure reliée à la dissolution d'une entreprise consistant en l'ensemble des opérations qui sont nécessaires pour mettre un terme à son activité, réaliser son actif, éteindre son passif et dégager la somme que le liquidateur pourra répartir entre les associés ou actionnaires.

## 7.2 Objectif du paragraphe 88(1)

* Le paragraphe 88(1) de la Loi de l'impôt sur le revenu prévoit des dispositions de roulement lorsqu'une société canadienne, qui est une filiale à 90 % ou plus d'une autre société canadienne (la société mère), est liquidée.
* **L'objectif** de 88(1) est de faciliter les réorganisations de sociétés en limitant les incidences fiscales.

## 7.3 Les conditions d’application

**CONDITIONS D'APPLICATION**

Il y aura application **automatique** de 88(1), lorsque :

• Une filiale a été *liquidée* après le 6 mai 1974

• La filiale et la société mère sont toutes deux des sociétés canadiennes imposables;

• la société mère détient 90% ou plus des actions de **chaque catégorie** du capital-actions de la filiale **immédiatement avant la liquidation**;

• les actions non détenues par la société mère appartiennent à des personnes avec lesquelles la société mère n'avait pas de lien de dépendance **immédiatement avant la liquidation.**

Sens de l’expression « *liquidée* » [IT-126R2] :

* Lorsque tout indique que la société sera bientôt dissoute, la société est réputée liquidée aux fins de l’article 88. Les éléments suivants confirment cette étape :
  + Demande en vue d’une dissolution ou de l’abandon de la charte
  + Les créanciers ont été réglés ou encore consentent à la dissolution
  + Les biens restants ont été distribués aux actionnaires

La résolution des actionnaires autorisant ou demandant que la société soit liquidée détermine le début de la liquidation.

## 7.4 Conséquences fiscales pour la filiale

### 7.4.1 Disposition des biens distribués à la société mère [88(1)a)]

* Disposition réputée des biens distribués à la **société mère** à leur coût indiqué

Bien en inventaire Coût fiscal

Biens amortissables FNACC

Biens en immobilisation non amortissable PBR

* Comme nous pouvons le remarquer avec les produits de disposition réputés, il n’y a pas de conséquence fiscale suite au transfert des biens à la société mère.
* Il y a une exception pour un bien qui est une « **participation dans une société de personnes** ». [88(1)a.2)]
  + La filiale est réputée ne pas avoir disposé de ce bien.
  + Donc, si le PBR de la participation était négatif, la filiale n'aura pas à réaliser de gain en capital au moment de la liquidation.
  + **Pour ce bien, la société mère est réputée être la continuation de la filiale et la participation dans une société lui est transférée avec les éléments fiscaux s'y rattachant.**
  + C'est la société mère qui réalisera ultérieurement le gain en capital.
  + Il existe, par contre, une exception à cette règle lorsque les seuls associés sont la société mère et la filiale avant la liquidation. Dans ce cas, la société cesse d'exister. Nous verrons cet aspect lors de l'étude des sociétés de personnes et du paragraphe 98(5).

### 7.4.2 Disposition des biens distribués aux actionnaires minoritaires [69(5)]

* Disposition réputée des biens distribués aux **actionnaires minoritaires**, en règlement de la liquidation, à la JVM.
* Généralement, ces actionnaires seront payés en argent.

### 7.4.3 Année d’imposition

* La liquidation et l’attribution de biens lors de la liquidation n’entraînent pas automatiquement la fin de l’exercice financier de la filiale.
* Se poursuit jusqu’au moment où la société cesse d’exister (par l’obtention du certificat de dissolution ou de liquidation).

### 7.4.4 Déduction pour amortissement

* Comme la filiale dispose de ses biens en faveur de la société mère, il ne peut y avoir de déduction pour amortissement, car la filiale ne possède plus de biens à la fin de son exercice financier.

### 7.4.5 Dettes de la filiale envers la société mère

* Les règles sur le « gain d’un débiteur provenant d’un règlement de dettes » s’appliquent [80(1)]
  + Toutefois, la société mère peut faire le choix en la forme prescrite de réputer la dette payée pour un montant égal au coût indiqué immédiatement avant la liquidation [80.01(4)]

### 7.4.6 Dettes de la filiale transférées à la société mère

* Transfert sans aucune incidence fiscale en autant que le principal de la dette demeure le même.

## 7.5 Conséquences fiscales pour la société mère

### 7.5.1 Année d’imposition

* Elle se poursuit normalement.

### 7.5.2 Disposition des actions de la filiale par la société mère [88(1)b)]

* La société mère est réputée avoir disposé les actions de la filiale pour un montant égal **au plus élevé de** :

CV des actions de la filiale

**+**

PD = *Valeur nette fiscale des biens de la filiale* reçus

PBR des actions de la filiale

*Valeur nette fiscale des biens de la filiale :*

Le coût indiqué des biens distribués à la société mère XXX

Moins :

Les dettes prises en charge par elle (XXX)

Certaines réserves déduites par la filiale dans l’année

de la distribution (XXX)

XXX

* Commentaires :
  + La société mère ne peut pas subir une perte en capital lors de cette disposition de son placement puisque le produit de disposition minimum est égal au PBR de ses actions.
  + Un gain en capital sera possible si le CV des actions > PBR.

**EXERCICE 4-13 : Liquidation d’une filiale avec gain en capital pour la société mère.**

La société Mèreco inc. possède une filiale à 100 %, la société Filleco inc. Au cours de l'année, Mèreco inc. décide de liquider sa filiale à cent pour cent. Il y a plusieurs années, Mèreco inc. a acquis les actions de Filleco inc. pour un montant de 1 200 000$. La valeur fiscale nette de la société Filleco inc. (le coût indiqué des biens distribués à la société mère moins les dettes prises en charge par elle et certaines réserves déduites par la filiale dans l'année de la distribution) est de 1 800 000$. Le capital versé fiscal et légal des actions de Filleco inc est de 1 500 000$.

**ON DEMANDE :**

**1)** Présentez les conséquences fiscales de la transaction.

**2)** Présentez les conséquences fiscales de la transaction en supposant un PBR des actions de 1 600 000$, soit un montant plus élevé que le CV des actions.

**SOLUTION DE L'EXERCICE 4-13**

**1)** Présentez les conséquences fiscales de la transaction.

Il faut ici remarquer que la société mère a acquis le placement pour un **coût inférieur au capital versé** des actions en circulation. Lors de la liquidation, la valeur nette fiscale de Filleco inc. est supérieure à son capital versé fiscal. Dans ce cas, il y aura toujours un gain en capital pour la société mère lors de la liquidation. La filiale a été acquise alors que celle-ci avait une valeur marchande inférieure au capital versé des actions.

**Calcul du gain sur disposition des actions par la société mère.**

Produit de disposition des actions de Filleco inc.

Le plus élevé de :

i) le moindre de :

a) CV des actions de Filleco inc. **1 500 000** $

b) Valeur nette fiscale 1 800 000 $

ii) PBR des actions de Filleco inc. 1 200 000 $

Calcul du gain en capital de Mèreco inc.

Produit de disposition calculé ci-dessus 1 500 000 $

Moins : PBR des actions 1 200 000

Gain en capital 300 000 $

**2)** Présentez les conséquences fiscales de la transaction en supposant un PBR des actions de 1 600 000$, soit un montant plus élevé que le CV des actions.

**Calcul du gain sur disposition des actions par la société mère.**

Produit de disposition des actions de Filleco inc.

Le plus élevé de :

i) le moindre de :

a) CV des actions de Filleco inc. 1 500 000 $

b) Valeur nette fiscale 1 800 000 $

ii) PBR des actions de Filleco inc. **1 600 000** $

Calcul du gain en capital de Mèreco inc.

Produit de disposition calculé ci-dessus 1 600 000 $

Moins : PBR des actions 1 600 000

Gain en capital    0     $

L'application de la formule pour déterminer le produit de disposition fait en sorte qu'il n'y a pas de gain en capital même si la valeur nette fiscale des actifs de la filiale est plus élevée que le PBR des actions. Le gain potentiel est reporté à une date ultérieure alors que la société mère vendra ses actifs ou lorsque les actionnaires de la société mère disposeront de leurs actions.

### 7.5.3 Acquisition des biens de la filiale [88(1)c) et 88(1)f)]

* La société mère acquiert les biens de la filiale pour un montant égal à leur PD pour la filiale, c’est-à-dire leur coût indiqué. [88(1)c)]

Bien en inventaire Coût fiscal

Biens amortissables FNACC

Biens en immobilisation non amortissable PBR

* Dans le cas d’un bien amortissable, si  PD filiale < CC filiale [88(1)f)] :

CC société mère = CC filiale

Différence =

DPA censé prise

FNACC société mère = FNACC filiale

Il y a donc un transfert des caractéristiques fiscales.

### 7.5.4 Possibilité de majoration (« Bump-up ») des actifs non amortissables [88(1)d) et 88(1)d.2)]

* Cette majoration sera possible lorsque le **PBR des actions** de la filiale détenues par la société mère **excède** le total de :

PBR des actions de la filiale XXX

**Moins :**

\* *Valeur nette fiscale des biens de la filiale* qu’elle a reçue (XXX)

\* La totalité des dividendes imposables, des dividendes en capital

et des dividendes en capital d’assurance-vie reçus par la société

mère ou une société liée à celle-ci depuis l’acquisition de contrôle (XXX)

**Excédent pouvant être ajouté au PBR d’un bien admissible**  **XXX**

Le résultat représente l’excédent qui est en réalité la plus-value non réalisée par la société mère entre la date de l’acquisition de contrôle et la date de liquidation.

**Exemple :** Coût du placement 250 000 $, VNF des biens reçus 180 000 $. La différence représente de la plus-value non réalisée depuis l’achat par la société mère.

* **Biens admissibles** à cette majoration

1) Bien en immobilisation (autre qu’un bien amortissable)

2) Qui appartenait à la filiale au moment où la société mère en a

acquis le contrôle pour la dernière fois

3) Et que la filiale a détenu sans interruption depuis cette date

* Le PBR d'un bien admissible peut être augmenté jusqu'à concurrence de la JVM du bien à la date où la société mère a acquis le contrôle pour la dernière fois.
  + L'augmentation pour tous les biens admissibles ne doit pas dépasser le montant de l'excédent calculé ci-dessus.
  + La désignation des biens et des montants visés par un rajustement doit être faite par la société mère dans sa déclaration de revenu pour son année d'imposition dans laquelle la filiale a été liquidée. Il s'agit en fait d'une réévaluation des biens admissibles qui étaient détenus lors de l'acquisition de contrôle par la société mère.

**EXERCICE 4-14 : Calcul d’un excédent lors d’une liquidation d’une filiale à 100%.**

La société mère A inc. détient la totalité des actions de sa filiale B inc. Le PBR des actions de la filiale pour la société A inc. est de 650 000$. Le bilan sommaire de la filiale se présente comme suit :

**ACTIF**

Encaisse 80 000 $

Comptes clients 200 000 $

Moins : Provision pour créances douteuses  50 000 150 000

Inventaire 250 000

Terrain 100 000

Total de l'actif 580 000 $

**PASSIF**

Comptes fournisseurs 75 000 $

Hypothèque sur terrain  5 000

80 000

**AVOIR DES ACTIONNAIRES**

Capital-actions 400 000

Bénéfices non répartis 100 000

Total du passif et de l'avoir des actionnaires 580 000 $

**Informations supplémentaires :**

• Les comptes fournisseurs sont payés à même l'encaisse de la filiale avant distribution des actifs nets à la société mère.

• Le terrain appartenait à la filiale lors de l'acquisition des actions par la société mère et la juste valeur marchande du terrain à cette date était de 120 000$.

• Le capital-actions de la filiale a un capital versé fiscal et légal de 400 000$.

• Depuis la prise de contrôle, la filiale a versé des dividendes de 60 000$.

Avant de procéder à la liquidation, les comptes fournisseurs sont payés par la filiale. Les comptes encaisse et comptes fournisseurs auront maintenant des soldes respectifs de 5 000$ pour l'encaisse et zéro pour les comptes fournisseurs.

**ON DEMANDE :** Présentez les conséquences fiscales de la liquidation.

**SOLUTION À L'EXERCICE 4-14**

**Conséquences fiscales de la liquidation :**

Produit de disposition des actions de la filiale B inc.

Le plus élevé de :

i) le moindre de :

a) CV des actions de filiale B inc. 400 000 $

b) Valeur nette fiscale : Encaisse 5 000 $

Comptes clients 200 000

Inventaire 250 000

Terrain 100 000

555 000

Hypothèque -  5 000

Provision créances - 50 000

500 000 $

ii) PBR des actions de Filiale B inc. **650 000** $

Calcul du gain en capital de A inc.

Produit de disposition calculé ci-dessus 650 000 $

Moins : PBR des actions 650 000

Gain en capital    0    $

Calcul de l'excédent :

PBR des actions 650 000 $ Moins :le total de

la valeur nette fiscale des biens de la filiale 500 000 $

**et**

la totalité des dividendes imposables, des dividendes

en capital et des dividendes en capital d'assurance-vie

reçus par la société mère ou une société liée à celle-ci  60 000 560 000

Excédent pouvant être ajouté au PBR d'un bien admissible 90 000 $

De tous les biens transférés à la filiale, nous retrouvons un seul bien en immobilisation non amortissable, il s'agit du terrain. Nous pouvons donc augmenter son PBR. Cette augmentation ne doit pas, par contre, dépasser la JVM du terrain à la date où la société mère a acquis le contrôle pour la dernière fois. La JVM à ce moment était de 120 000$. Nous pouvons donc augmenter le PBR du terrain de 20 000$. Le solde de l'excédent de 70 000$ est perdu.

Dans le calcul de l'excédent, le versement de dividendes par la filiale a pour effet de diminuer l'excédent calculé. Les dividendes agissent comme une réduction du montant investi par la société mère dans les actions acquises.

**EXERCICE 4-15 : Liquidation d’une filiale à 100%.**

Le 31 mai 1983, Mèreco ltée a acquis toutes les actions de Filleco ltée pour 1 000 000$. Le CV des actions de Filleco ltée est de 30 000$. Mèreco ltée et Filleco ltée sont toutes deux des sociétés canadiennes imposables dont l'année d'imposition se termine le 31 décembre de chaque année.

Le 15 octobre 1989, Filleco ltée a versé un dividende de 500 000$ à Mèreco ltée.

Filleco ltée est liquidée à la fin de l'exercice financier courant.

Dans son année d'imposition courante, Filleco ltée a déduit une provision pour mauvaises créances de 10 000$ selon l'alinéa 20(1)l).

Au moment de la liquidation, le bilan de Filleco ltée est le suivant :

**ACTIF**

Encaisse 30 000 $

Comptes clients 23 000 $

Moins : Provision pour créances douteuses  10 000 13 000

Placements 10 000

Terrain A 60 000

Terrain B 40 000

Bâtisse 150 000

Total de l'actif 303 000 $

**PASSIF**

Comptes fournisseurs 5 000 $

Hypothèque sur terrain  15 000

20 000

**AVOIR DES ACTIONNAIRES**

Capital-actions 30 000

Bénéfices non répartis 253 000

Total du passif et de l'avoir des actionnaires 303 000 $

**Informations complémentaires :**

• Les placements ont été acquis par Filleco ltée en 1977 pour 10 000$. Ils avaient une JVM de 100 000$ au 31 mai 1983 et de 200 000 $ à la date de liquidation.

• Le terrain A a été acquis en 1978 pour 60 000$. Il avait une JVM de 200 000$ au 31 mai 1983 et de 250 000$ à la date de liquidation.

• Le terrain B a été acquis le 22 juillet 1987 au prix de 40 000$. Il avait une JVM de 75 000$ à la date de liquidation.

• Le bâtiment a été acquis en 1980 au coût de 200 000$. Jusqu'à la date de liquidation, 50 000$ de déduction pour amortissement ont été déduits. La JVM du bâtiment était de 220 000 $ au 31 mai 1983 et de 300 000$ à la date de liquidation.

**ON DEMANDE :** Présentez les conséquences fiscales de la liquidation.

**SOLUTION DE L'EXERCICE 4-15**

**Conséquences fiscales**

**Pour Filleco ltée :**

Aucune conséquence fiscale puisque, selon l'alinéa 88(1)a), Filleco ltée sera réputée avoir disposé de chacun de ses biens à son coût indiqué.

**Pour Mèreco ltée :**

Disposition des actions de Filleco ltée 88(1)b)

Le plus élevé de :

i) le moindre de :

a) CV des actions de Filleco ltée 30 000 $

b) Valeur nette fiscale : Encaisse 30 000 $

Comptes clients 23 000

Placements 10 000

Terrain A 60 000

Terrain B 40 000

Bâtisse 150 000

313 000

A/P -  5 000

Hypothèque - 15 000

Provision créances - 10 000

283 000 $

ii) PBR des actions de Filleco ltée **1 000 000** $

Calcul du gain en capital de Mèreco ltée.

Produit de disposition calculé ci-dessus 1 000 000 $

Moins : PBR des actions 1 000 000

Gain en capital    0    $

Coût d'acquisition des biens reçus de la filiale

Le coût d'acquisition pour Mèreco ltée est déterminé en vertu de l'alinéa 88(1)c) et est égal au coût indiqué des biens pour Filleco ltée, sauf pour le terrain A et les placements qui peuvent faire l'objet d'une majoration en vertu de l'alinéa 88(1)d), puisqu'il s'agit de biens en immobilisation non amortissables (biens admissibles) détenus par Filleco ltée lors de l'acquisition du contrôle par Mèreco ltée, le 31 mai 1983, et sans interruption depuis cette date.

Calcul de l'excédent pour un rajustement possible selon 88(1)d):

PBR des actions de Filleco ltée 1 000 000 $

**Moins :** le total de

la valeur nette fiscale des biens de la filiale 283 000 $

**et**

la totalité des dividendes imposables, des dividendes

en capital et des dividendes en capital d'assurance-vie

reçus par la société mère ou une société liée à celle-ci 500 000 783 000

**Excédent** pouvant être ajouté au PBR d'un bien admissible 217 000 $

Placements

JVM au 31 mai 1983 100 000 $

Moins : coût indiqué (PBR) - 10 000

Augmentation maximale selon 88(1)d)(ii)  90 000 $

Terrain A

JVM au 31 mai 1983 200 000 $

Moins : coût indiqué (PBR) - 60 000

Augmentation maximale selon 88(1)d)(ii) 140 000 $

Toutefois, comme le total des augmentations possibles à l'égard des placements et du terrain A, soit (90 000$ + 140 000$ = 230 000$), excède le montant de 217 000$, le sous-alinéa 88(1)d)(ii) limite l'augmentation du coût des biens à 217 000$. Mèreco ltée peut choisir de répartir ce montant entre les placements et le terrain A, sans toutefois excéder la JVM des biens au 31 mai 1983, soit la date de l'acquisition du contrôle de Filleco ltée par Mèreco ltée.

En supposant que Mèreco ltée a choisi d'attribuer le montant maximal aux placements car ceux-ci seront vraisemblablement réalisés en premier et la différence au terrain, le coût indiqué des biens reçus de Filleco ltée serait, pour Mèreco ltée :

Comptes clients 23 000 $

Placements (10 000$ + 90 000$) 100 000 $

Terrain A (60 000$ + 127 000$) 187 000 $

Terrain B 40 000 $

Bâtiment 150 000 $

En vertu de l'alinéa 88(1)f), le coût en capital de la bâtisse pour Mèreco ltée est de 200 000$ et Mèreco ltée est réputée avoir déduit 50 000$ au titre de déduction pour amortissement.

**\*\*\*\*\*\*\*\*\*\*\*\*\*\*\*\*\*\*\*\*\*\*\*\*\*\*\*\*\*\*\*\*\*\*\*\*\*\*\*\*\*\*\*\***

### 7.5.5 Autres règles applicables à la liquidation d’une filiale à 90 % ou plus [88(1)e.2) à 88(1)e.8)]

* Les alinéas mentionnés en titre édictent des règles semblables à celles des fusions quant au transfert des réserves et des différents comptes fiscaux comme le CDC, l'IMRTD, le CII, etc.

En fait, la société mère est généralement traitée comme la continuation de la filiale qui a été liquidée.

### 7.5.6 Les pertes reportables 88(1.1) et 88(1.2)

* En fait, les pertes autres qu'en capital, les pertes en capital nettes, les pertes agricoles, les pertes agricoles restreintes, les pertes comme commanditaires ou assimilés sont transférées à la société mère : **si**
  + elles n'ont pas été déduites dans le calcul du revenu imposable de la filiale

**ET**

* + elles auraient été déductibles pour la filiale dans une année d'imposition qui commence après le début de la liquidation, en supposant qu'une telle année existe et qu'il y ait suffisamment de revenus et de gains en capital pour cette année.
* Nous verrons à la section 9 les règles sur les **acquisitions de contrôle** et leurs impacts sur les reports de pertes.
  + Ces règles ne sont pas applicables lorsque le contrôle est acquis par une **personne liée** [256(7)a)]
  + Les pertes reportables de la filiale, qui sont accumulées après l’acquisition de contrôle, ne sont pas sujettes à cette règle de l’acquisition de contrôle et sont transférées à la société mère.
  + Si le contrôle de la société mère ou de la filiale a été acquis par une ou des personnes qui ne contrôlaient pas la société mère ou la filiale, la perte en capital nette de la société mère ou de filiale ne pourra pas être utilisée dans une année d’imposition suite à l’acquisition de contrôle.
    - Exemple : Pour son année d’imposition terminée le 31 décembre 20XX, la perte en capital nette de F Inc. s’élève à 18 000 $. En 20YY, M Inc., dont l’année se termine le 31 décembre, acquiert 100 % des actions de F Inc. et la filiale est immédiatement liquidée. Il est impossible pour M Inc. de d’utiliser la perte en capital nette de F Inc. subie en 20XX parce que les PCN ne survivent pas à l’acquisition de contrôle.[[4]](#footnote-4)
  + Si le contrôle de la société mère ou de la filiale a été acquis par une ou des personnes qui ne contrôlaient pas la société mère ou la filiale, les pertes autres qu’en capital (provenant de pertes d’entreprise exclusivement) de la société mère ou de filiale pourront être utilisées dans une année d’imposition suite à l’acquisition de contrôle si :

1 condition :

Suite à l’acquisition de contrôle, l’entreprise (activité) de la société acquise est exploitée dans une attente raisonnable de profit tout au long de l’année

1 limite :

Jusqu’à concurrence du revenu de l’entreprise (activité) qui a généré les pertes ou d’une entreprise dont la presque totalité des revenus proviennent de biens ou services semblables.

* + - Exemple : Une filiale a subi une PAQC de 50 000 $ pour son année d’imposition terminée le 31 décembre 20XX. Cette perte a été subie en raison de l’exploitation de l’entreprise appelée D. Le 31 décembre 20YY, le contrôle de la société mère est acquis et la filiale est liquidée. Au cours de son année d’imposition 20ZZ, la société mère continue l’exploitation de l’entreprise déficitaire D acquise de la filiale et, au cours de cette année, le revenu tiré de l’entreprise D est de 11 000 $. La société mère peut donc déduire, dans l’année d’imposition 20ZZ, un maximum de 11 000 $ à titre de PAQC d’une autre année.[[5]](#footnote-5)

UTILISATION DES PERTES – RÈGLE GÉNÉRALE

* Les pertes réalisées avant la liquidation SURVIVENT et SONT UTILISABLES contre les revenus réalisés après la liquidation par la société mère.
  + En conservant leurs dates d’échéances respectives
  + Sous réserve des règles d’acquisition de contrôle

**Après la liquidation**

**Avant la liquidation**

MÈRE

***Solde de pertes + Solde de pertes***

MÈRE

***Solde de pertes***

FILIALE

**VIDE**

FILIALE

***Solde de pertes***

UTILISATION DES PERTES – RÈGLES SPÉCIFIQUES

* Les pertes réalisées après la liquidation par la société mère SONT UTILISABLES contre les revenus réalisés avant la liquidation par LA SOCIÉTÉ MÈRE UNIQUEMENT

La société mère (à perte) existe après la liquidation et la société mère (à profit) existait avant cette liquidation, donc c’est naturel (report de pertes rétrospectif effectué par la société mère)

***- 3 ans***

***« Naturel »***

MÈRE

***Pertes « d’après-liquidation »***

MÈRE

***À profit***

**LIQUIDATION**

FILIALE

**VIDE**

FILIALE

***À profit***

***« Contre nature »***

* Les pertes réalisées après la liquidation par la société mère NE SONT PAS UTILISABLES contre les revenus réalisés avant la fusion par une société AUTRE QUE LA SOCIÉTÉ MÈRE.
* Il n’est pas possible de reporter les pertes de la filiale contre le revenu imposable de la société mère avant la liquidation

MÈRE

***À profit***

***Solde de pertes***

MÈRE

***À profit***

**LIQUIDATION**

FILIALE

**VIDE**

FILIALE

***Solde de pertes***

### 7.5.7 Autres règles sur les pertes reportables

* Les pertes de la filiale, si elles satisfont aux conditions qui précèdent, sont réputées être des pertes de la société mère pour l’année d’imposition de la société mère dans laquelle s’est terminée l’année de la perte subie par la filiale. Donc, les pertes reportables conservent leur ancienneté.

Fin d’exercice : 31 décembre

MÈRE

Banque de PCN :

2012 10 000 $

2013 15 000 $

FILIALE

Fin d’exercice : 30 juin

**PCN de FILIALE**  **qui devient** **PCN de MÈRE**

A.I. terminé 30 juin 2012 A.I. terminé 31 décembre 2012

A.I. terminé 30 juin 2013 A.I. terminé 31 décembre 2013

A.I. = année d’imposition

* De plus, les pertes de la filiale **ne pourront venir réduire le revenu** de la société mère que pour les **années d’impositions commençant après le début de la liquidation de la filiale**.

Fin d’exercice : 31 octobre

MÈRE

La liquidation aura lieu le 1er mars 20XX

FILIALE

Fin d’exercice : 31 décembre

Fin d’exercice

de MÈRE

Liquidation

01/03/20XX

31/10/20XX

1er janvier 20XX

31 décembre 20XX

**MÈRE** ne pourra pas utiliser les pertes de **FILIALE** pour son exercice terminé le 30/10/20XX

**MÈRE** pourra utiliser les pertes de **FILIALE** à compter de son exercice terminé le 31 octobre 20YY uniquement.

## 7.6 Commentaires sur l’utilisation de la liquidation d’une filiale à 100 %

Généralement, la liquidation d'une filiale à cent pour cent est envisagée pour faire un regroupement de sociétés à l'intérieur d'un groupe lié et ce, dans le but d'utiliser les pertes reportables d'une société du groupe.

**Situation 1 :**

La Société A désire acheter les actifs de la Société B car elle ne souhaite pas exploiter deux sociétés. Monsieur B, seul actionnaire de la Société B, ne veut vendre que les actions de la Société B. Dans ce cas, la Société A achète les actions de Monsieur B et devient actionnaire à 100% de Société B. Dans un premier temps, il y a acquisition de contrôle avec la possibilité de réévaluation des actifs. Par la suite, Société A peut liquider sa filiale à cent pour cent et de ce fait, l'objectif final est atteint, les actifs de la Société B sont maintenant dans la Société A et il n'y a qu'une seule société.



**Situation 2 :**

La Société A détient 100% des actions de la Société B qui a des pertes reportables. Le conseil d'administration de Société A juge opportun de « fusionner » ou « liquider » les sociétés pour bénéficier des pertes de Société B.



**Situation 3 :**

Supposons que la Société A détient 100% de la Société B et 100% de la Société C. La Société C a des pertes reportables et la Société A désire que ces pertes soient transférées dans la Société B. Comme Société C n'est pas une filiale de Société B, cela n'est pas possible. Il faut d'abord faire en sorte que Société C devienne une filiale à cent pour cent de Société B pour pouvoir liquider Société C dans Société B. Pour ce faire, la Société A doit vendre les actions de Société C qu'elle détient à la Société B en utilisant les dispositions de roulement de l'article 85(1), et par la suite, comme Société C est une filiale de la Société B, on peut liquider Société C dans Société B.

Les règles de l'acquisition de contrôle ne s'appliquent pas car nous avons des sociétés liées et dans les faits, il n'y a pas d'acquisition de contrôle.



# 8. Comparaison entre une fusion et une liquidation

Les sociétés exerçant une entreprise à l’intérieur d’un même groupe peuvent utiliser les dispositions de l’article 87 ou du paragraphe 88(1) lorsqu’elles désirent se regrouper. Le choix entre l’une ou l’autre des méthodes dépend des différences dans l’application des dispositions. Les principaux éléments qu’il faut prendre en considération sont :

|  |  |  |
| --- | --- | --- |
| **Fusion – Article 87** |  | **Liquidation – Paragraphe 88(1)** |
| **Loi régissant les sociétés**  Les sociétés que l’on désire fusionner doivent être régies par la même loi. |  | Les sociétés peuvent être régies par des lois différentes. |
| **Année d’imposition**  Sociétés remplacées :  L’année se termine immédiatement avant la fusion.  Nouvelle société :  Une nouvelle année d’imposition commence et l’on choisit une fin d’année |  | Filiale :  Elle continue ses années d’imposition normalement jusqu’à sa dissolution.  Société mère :  Aucun effet. |
| **DPA**  Sociétés remplacées :  Elles peuvent déduire la DPA pour la partie de l’année précédant la fusion.  Nouvelle société :  Elle peut déduire la DPA sur les biens acquis dans sa première année d’imposition. |  | Filiale :  La filiale dispose de ses biens et ne peut donc pas prendre la DPA dans l’année de la liquidation.  Société mère :  La société mère peut déduire la DPA sur les biens reçus dans l’année. |
| **Réévaluation de l’actif**  Dans certains cas, il est possible d’augmenter le coût des immobilisations non amortissables lors de la fusion d’une société mère et de sa filiale à 100 %. [87(11)] |  | Dans certains cas, il est possible d’augmenter le coût des immobilisations non amortissables. [88(1)c) et 88(1)d)] |
| **Fusion – Article 87** |  | **Liquidation – Paragraphe 88(1)** |
| **Règlement des dettes intersociétés**  Sociétés remplacées :  Les dettes se règlent au coût indiqué selon 80.01(3) sans qu’aucun choix ne soit produit. |  | Filiale :  Les dettes se règlent au coût indiqué si un choix est produit. [80.01(4)] |
| **Pertes reportées**  Nouvelle société :  Sous réserve des règles concernant les acquisitions de contrôle, la nouvelle société pourra déduire les pertes des sociétés remplacées et ce, dès la première année d’imposition.  Les pertes de sociétés remplacées conservent leur âge puisque la nouvelle société est réputée être la continuation de chacune d’elles.  [87(2.1)] |  | Société mère :  Sous réserve des règles concernant les acquisitions de contrôle, la société mère pourra utiliser les pertes de la filiale à compter de la première année d’imposition qui suit celle où commence la liquidation de la filiale.  Les pertes de la filiale ne seront déductibles par la société mère que si la filiale avait pu les déduire dans la première année d’imposition suivant le début de la liquidation, c’est-à-dire si elle avait eu des revenus suffisants à ce moment.  Enfin, les pertes de la filiale pour une année d’imposition donnée deviennent les pertes de la société mère pour l’année d’imposition de la société mère qui comprend la fin de l’année d’imposition de la filiale dans laquelle la perte a été subie. |
|  |  |  |
|  |  |  |

# 9. L’acquisition de contrôle d’une société

## 9.1 Le contexte

Voici une mise en situation qui illustre bien les objectifs visés par les autorités fiscales lors de l’introduction des diverses règles régissant les acquisitions de contrôle de sociétés.

Actionnaires

Actionnaires

Déficit Inc.

Prospère Inc.

Réparation d’autobus

Revenu imposable / an = 100 000 $

Acquiert les actions le 1/7/20XX pour 13 900 $ (note 1).

Vente de remorques

Fin d’exercice : 31/12

Au 30-6-20XX, perte d’entreprise de 15 000 $ (après 6 mois)

PAC de 50 000 $ (pertes d’entreprise de 40 000 $, pertes de biens 5 000 $ et PDTPE de 5 000 $)

PCN (2004) de 60 000 $

JVM société = 0 $

Actifs :

-Terrain : JVM=10 000 $, PBR=60 000 $

-Bâtisse : JVM=20 000 $, PBR=12 000 $, FNACC=10 000 $ au 31-12-20WW

-Équipements : JVM=4 650 $, PBR=10 000 $, FNACC=9 000 $

au 31-12-20WW

- Dettes :

36 000 $

*note 1 : si ce n’était des règles d’acquisition de contrôle, approximativement :*

*PAC = 50 000 + 15 000*

*PCN = 60 000*

*PCD latente = 25 000*

*Perte finale latente = 4 350*

*154 350 x 9 % = 13 892 $.*

* Suite à cette acquisition des actions de Déficit Inc. par Prospère Inc., ces 2 sociétés pourraient procéder à un regroupement (soit par fusion, soit par liquidation de Déficit Inc.) de sorte qu’il en résulte une seule société. Cette société résultante du regroupement pourrait alors utiliser les attributs fiscaux négatifs de l’ancienne Déficit Inc. à l’encontre de ses importants revenus annuels (provenant de l’activité de l’ancienne Prospère Inc.).
* La Loi veut empêcher que des sociétés soient acquises avec comme seul objectif l’utilisation de leurs attributs fiscaux négatifs (leurs pertes en banque et leurs pertes latentes sur actifs).
* Donc, lorsqu’il y a acquisition de contrôle d’une société, la Loi prévoit une série de règles applicables à la société acquise lors de sa dernière année d’imposition occasionnée par l’acquisition de contrôle. Ces règles ont pour objectif que toutes les pertes latentes et toutes les pertes accumulées soient difficilement utilisables par la société qui a procédé à l’acquisition de contrôle.
* Ces règles touchent plusieurs attributs fiscaux d’une société dont le contrôle fût acquis. Elles s’appliquent toutes intégralement lorsqu’il y a acquisition de contrôle d’une société, que l’objectif visé soit les attributs fiscaux négatifs de la société acquise ou non. Remarquez que ces règles, même si elles s’appliquent dans un contexte d’acquisition de contrôle d’une société en pleine santé financière, ne sont aucunement nuisibles à l’acquisition en question.
* Ces règles ne sont pas regroupées, elles sont éparpillées dans la Loi.

## 9.2 Les règles techniques

### 9.2.1 La notion d’acquisition de contrôle

* À quel moment peut-on conclure qu’il y a acquisition de contrôle ?

Pas légiféré, concepts jurisprudentiels :

* + Contrôle = contrôle de droit, donc 50 % des actions votantes + 1
  + Le contrôle peut être direct comme indirect (par le biais d’une filiale ou d’une société sœur par exemple).
  + Celui qui détient le contrôle après la transaction ne devait pas posséder le contrôle avant la transaction (notion d’acquisition de contrôle)
* La Loi nous dicte des moments où il n’y a pas acquisition de contrôle – 256(7) :
  + lorsque le contrôle d’une société est acquis par une personne liée à la personne qui vend les actions.
  + lorsque le contrôle d’une société est acquis par une personne liée à la société acquise.
* En résumé, il y aura acquisition de contrôle lorsque les 2 critères suivants sont rencontrés :

1) Avant la transaction, l’acquéreur ne détenait pas le contrôle de la société et après la transaction, l’acquéreur détient le contrôle de la société (notion d’« acquisition »);

2) L’acquéreur et le vendeur n’ont pas de lien de dépendance avant la transaction;

ET

L’acquéreur et la société acquise n’ont pas de lien de dépendance avant la transaction.

* Exemple : Actions votantes



**Nouvelle règle anti-évitement : Pour les acquisitions postérieures au 21 mars 2013**

* Pour éviter le commerce de sociétés qui ont des banques de pertes accumulées, une nouvelle mesure a été instaurée.
* Le contrôle d’une société, qui a des pertes accumulées, sera réputé être acquis si un acheteur acquiert plus de 75 % de la JVM des actions (votantes ou non-votantes) de la société et qu’il raisonnable de croire que l’objectif de la transaction est d’éviter les règles d’acquisition de contrôle pour l’utilisation des pertes.

### 9.2.1 Les conséquences fiscales d’une acquisition de contrôle

* Je vous propose la méthode suivante en 7 étapes afin de traiter chacune des conséquences fiscales découlant d’une acquisition de contrôle. À cette fin, j’utiliserai l’exemple présenté au point 1 « Le contexte » *(en italique).*

**Étape 1 - Conclure sur l’acquisition de contrôle**

* Tout d’abord, il faut tirer une conclusion à savoir s’il y a acquisition de contrôle ou non. Si oui, il faudra appliquer les autres conséquences fiscales à la société acquise. Sinon, l’analyse cesse ici.
* *Déficit Inc. a subi une acquisition de contrôle le 1-7-**20XX car :*

*Avant la transaction, Prospère Inc. ne détenait pas le contrôle de Déficit Inc. et après la transaction, Prospère Inc. détient le contrôle de Déficit Inc. (notion d’« acquisition »);*

*Prospère Inc. et les actionnaires vendeurs n’ont pas de lien de dépendance avant la transaction;*

*ET*

*Prospère Inc. et Déficit Inc. n’ont pas de lien de dépendance avant la transaction.*

**Étape 2 - Fin d’année réputée – 249(4)**

* La société dont le contrôle est acquis est réputée avoir eu une fin d’année d’imposition immédiatement avant le moment de l’acquisition de contrôle et elle est réputée recommencer une nouvelle année d’imposition à ce moment.
* Conséquences pratiques :
  + états financiers à produire
  + déclarations de revenus à produire
  + choix d’une nouvelle fin d’année d’imposition (si désiré)
  + DPA proratée
  + accélération de l’application de certaines règles (Prêt à l’actionnaire, acquisition de biens de remplacement, réserve pour gain en capital, etc.)
  + perte d’une année pour les reports de pertes
* Allègement accordé par la Loi – 249(4)c) :

si une acquisition de contrôle survient dans la période de 7 jours suivant la fin de l’exercice habituel de la société, il est possible d’éviter un exercice court de 7 jours ou moins.

en effet, si le choix est effectué, il n’y aura pas de fin d’exercice à la date habituelle et la seule fin d’exercice aura lieu immédiatement avant l’acquisition de contrôle. Donc pas d’exercice court.

* *Fin d’année présumée au 30-6-20XX pour Déficit Inc.*

**Étape 3 - Réalisation automatique des pertes en capital latentes sur les immobilisations non amortissables – 111(4)c), d)**

* Les pertes en capital latentes (non encore réalisées) sur les biens non amortissables détenus par la société acquise sont aussi un attrait fiscal pour celui qui acquiert le contrôle.
* La société acquise est réputée avoir réalisé ses pertes en capital latentes sur ses biens non amortissables dont la JVM est inférieure au PBR (pertes latentes). Les pertes en capital réalisées diminuent le PBR des biens non amortissables en question. De cette façon, toutes les pertes en capital latentes sont réalisées avant l’acquisition de contrôle.
* Ces pertes en capital réalisées seront utilisables pour cette dernière année d’imposition de la façon habituelle (contre du GCI à 3b)). Le solde non utilisé sera intégré au solde des PCN et sujet aux limites vues préalablement.
* *Au 30-6-20XX pour Déficit Inc., réalisation de la perte en capital latente sur le terrain :*

*PBR 60 000 $*

*JVM 10 000 $*

*PC latente 50 000 $*

*La perte en capital de 50 000 $ est réputée réalisée au 30-6-20XX. Le nouveau PBR du terrain est de 60 000 $ - 50 000 $ = 10 000 $.* **[53(2)b.2)]**

**Étape 4 - Réalisation automatique des pertes finales latentes sur les biens amortissables – 111(5.1)**

* Les pertes finales latentes (non encore réalisées) sur les biens amortissables détenus par la société acquise sont aussi un attrait fiscal pour celui qui acquiert le contrôle.
* Lorsque la FNACC d’un bien amortissable (après la DPA discrétionnaire de l’année de l’acquisition de contrôle) est supérieure à sa JVM (perte finale latente), la société acquise est réputée, lors de sa dernière année, avoir pris la DPA totale qui fait en sorte d’amener la FNACC égale à la JVM (matérialisation de la perte finale).
* *Au 30-6-20XX pour Déficit Inc., réalisation de la perte finale latente sur l’équipement:*

*FNACC 9 000 $*

*DPA 30-6-20XX 0 (20 %, 6 mois, choix de 0 $)*

*JVM 4 650 $*

*PF latente 4 350 $*

Donc, FNACC = 4 650 $

*Déficit Inc. est réputée avoir pris 4 350 $ de DPA au 30-6-20XX.*

**Étape 5 - Choix de réaliser des gains en capital latents et / ou des récupérations d’amortissement sur des immobilisations (biens amortissables ou biens non amortissables) – 111(4)e)**

* Étant donné les règles de réalisation automatique des pertes en capital et le non report des PCN accumulées, il devient important pour la société acquise de faire du gain en capital dans sa dernière année d’imposition avant l’acquisition de contrôle.
* De plus, nous verrons que les PAC sont, quant à elles, difficiles à conserver en cas d’acquisition de contrôle, il devient donc intéressant de les utiliser lors de la dernière année d’imposition de la société acquise contre de la récupération d’amortissement provoquée volontairement.
* La Loi accorde la possibilité de faire un choix afin de matérialiser les gains en capital latents et / ou récupération d’amortissement latente sur les immobilisations détenues par la société acquise. En voici les modalités :
  + choix d’être réputé disposer à un PD au choix, se situant entre la JVM du bien et son PBR.
  + est réputée avoir réacquis le bien pour un PBR égal au montant choisi.
    - Attention à la règle de transferts de biens amortissables entre personnes liées (de moi à moi) lorsque le produit de disposition reçu du vendeur (moi) excède le coût du bien pour le vendeur (moi) – 13(7)f).
    - Pas de règle de ½ taux lors de l’acquisition réputée, car entre personnes liées (de moi à moi)
* *Au 30-6-20XX pour Déficit Inc., choix de matérialiser la récupération d’amortissement latente et le gain en capital latent sur la bâtisse :*

*sous-section c*

*PD choisi 20 000 $ (choix entre 20 000 $ et 12 000 $)*

*PBR 12 000 $*

*GC réalisé 8 000 $*

*Nouveau PBR 20 000 $* **[111(4)e)]**

*sous-section b*

*FNACC 10 000 $*

*< PD ou CC 12 000 $*

*Récupération (2 000 $)*

*Nouveau CC = 12 000 $ + 50 % x 8 000 $ = 16 000 $* **[13(7)f)]**

**Étape 6 - Les pertes en capital nettes – 111(4)**

* Les pertes en capital nettes sont un attrait fiscal pour celui qui acquiert le contrôle.
* Les pertes en capital nettes (PCN) devront absolument être utilisées lors de la dernière fin d’année occasionnée par l’acquisition de contrôle, car, par la suite, elles seront perdues :
  + Les PCN réalisées avant l’acquisition de contrôle ne peuvent pas être utilisées dans des années d’imposition après l’acquisition de contrôle.
  + Les PCN réalisées après l’acquisition de contrôle ne peuvent pas être utilisées dans des années d’imposition avant l’acquisition de contrôle.
* *Au 30-6-20XX, les PCN de Déficit Inc. de 81 000 $ (voir conclusion plus bas) seront perdues.*

**Étape 7****- Les pertes autres que les pertes en capital – 111(5)**

* Les pertes autres que les pertes en capital (PAC) sont le principal attrait fiscal pour celui qui acquiert le contrôle.
* Les PAC (provenant de pertes d’entreprise exclusivement) survivront à l’acquisition de contrôle si une condition est remplie et sous une limite (maximum). C’est donc dire que les pertes de biens incluses dans les PAC et les PDTPE incluses dans les PAC, elles, ne survivent pas à l’acquisition de contrôle. Elles sont traitées comme des PCN à cette fin.
* Les PAC (provenant de pertes d’entreprise exclusivement) réalisées avant l’acquisition de contrôle pourront être utilisées durant les années d’imposition après l’acquisition de contrôle

ET

les PAC (provenant de pertes d’entreprise exclusivement) réalisées après l’acquisition de contrôle pourront être utilisées à l’encontre de revenus provenant des années d’imposition avant l’acquisition de contrôle

1 condition :

* Suite à l’acquisition de contrôle, l’entreprise (activité) de la société acquise est exploitée dans une attente raisonnable de profit tout au long de l'année.

1 limite (maximum) :

* jusqu'à concurrence du revenu de l'entreprise (activité) qui a généré les pertes ou d’une entreprise dont la presque totalité des revenus proviennent de biens ou services semblables.
* *Au 30-6-20XX, les PAC (provenant de pertes d’entreprise) de Déficit Inc. de 57 350 $ (voir conclusion plus bas) seront utilisables après l’acquisition de contrôle si :*

*1 condition :*

*l’entreprise de Déficit Inc (vente de remorques) est exploitée dans une attente raisonnable de profit tout au long de l'année.*

*1 limite :*

*jusqu'à concurrence du revenu de l'entreprise (vente de remorques) ou d’une entreprise dont la presque totalité des revenus proviennent de biens ou services semblables.*

*C’est donc dire que les PAC ne pourront pas servir à annuler des revenus futurs réalisés par l’entreprise de réparation d’autobus.*

*Les PAC de 10 000 $ (provenant de biens et PDTPE) seront, quant à elles, perdues.*

**CONCLUSION SUR L’EXEMPLE DE DÉFICIT INC. ET PROSPÈRE INC.**



1. Les statuts sont un document juridique soumis aux autorités fédérales et/ou provinciales qui précisent les objets et les règlements d’une société. [↑](#footnote-ref-1)
2. Les pertes autres qu’en capital ont des périodes de report qui varient selon la date où ces pertes ont été réalisées; avant le 22 mars 2004 (7 ans), après le 22 mars 2004 et avant 2006 (10 ans) et après 2005 (20 ans). [↑](#footnote-ref-2)
3. À compter de février 2011 toutes les sociétés constituées en vertu de la partie 1A de la *Loi sur les*

   *compagnies du Québec* seront automatiquement réputées constituées en vertu de la nouvelle *Loi sur les sociétés par actions du Québec.* [↑](#footnote-ref-3)
4. Tiré et adapté du volume Fiscalité des entreprises et problèmes, Édition 1998, Éditions Sciences et Culture Inc., page 234. [↑](#footnote-ref-4)
5. Tiré et adapté du volume Fiscalité des entreprises et problèmes, Édition 1998, Éditions Sciences et Culture Inc., page 233. [↑](#footnote-ref-5)